

# PLAN MINISTÉRIEL 2023 à 2024

**Services publics et Approvisionnement Canada**



---

Helena Jaczek, c.p., députée  
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

---



Services publics et  
Approvisionnement Canada

Public Services and  
Procurement Canada

Canada 

Numéro de catalogue : P1-33F-PDF

ISSN: 2371-8854

## **Erratum**

Le résultat réel pour 2021 à 2022 de l'indicateur de Résultat ministériel « Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur » dans le Tableau des résultats à la page 41 de la version PDF et dans le HTML, a été changé, passant de 54,8 % à 48 %.

# Table des matières

<b>De la part de la ministre</b> .....	<b>01</b>
<b>Aperçu de nos plans</b> .....	<b>07</b>
<b>Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques</b> .....	<b>11</b>
Achat de biens et de services .....	11
Paiements et comptabilité .....	22
Biens et infrastructure .....	29
Soutien à l'échelle du gouvernement .....	43
Ombudsman de l'approvisionnement .....	50
<b>Services internes : résultats prévus</b> .....	<b>55</b>
<b>Dépenses et ressources humaines prévues</b> .....	<b>61</b>
Dépenses prévues .....	61
Ressources humaines prévues .....	64
Budget des dépenses par crédit voté .....	64
État des résultats condensé prospectif .....	64
<b>Renseignements ministériels</b> .....	<b>67</b>
Profil organisationnel .....	67
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités .....	67
Contexte opérationnel .....	67
Cadre de présentation de rapports .....	68
<b>Renseignements connexes sur le répertoire des programmes</b> .....	<b>73</b>
<b>Tableaux de renseignements supplémentaires</b> .....	<b>75</b>
<b>Dépenses fiscales fédérales</b> .....	<b>77</b>
<b>Coordonnées de l'organisation</b> .....	<b>79</b>
<b>Annexe : définitions</b> .....	<b>81</b>
<b>Notes en fin d'ouvrage</b> .....	<b>85</b>





Helena Jaczek, c.p., députée

## De la part de la ministre

J'ai le plaisir de présenter le Plan ministériel 2023 à 2024 de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), qui décrit les plans du ministère pour réaliser son mandat diversifié pour appuyer le gouvernement du Canada.

En tant qu'acheteur central, spécialiste des questions linguistiques, gestionnaire de biens immobiliers, trésorier, comptable, conseiller en matière d'intégrité et administrateur de la paye et des pensions pour les ministères et organismes fédéraux, SPAC a un rôle important à jouer dans la réalisation des priorités essentielles du gouvernement.

Une des priorités absolues du gouvernement reste la santé et la sécurité des Canadiens à mesure que la pandémie de COVID-19 évolue. SPAC continuera de veiller

à l'approvisionnement en fournitures et en services essentiels nécessaires pour assurer la sécurité des Canadiens.

Gérant environ 24 milliards de dollars d'approvisionnement par année, SPAC tirera parti du pouvoir d'achat du gouvernement pour accroître l'accès aux occasions économiques pour une plus grande diversité de Canadiens, notamment par la mise en œuvre du Plan d'action pour la diversité des fournisseurs.

Le ministère continuera à suivre la voie de la réconciliation en s'efforçant de faire en sorte qu'un minimum de 5 % de la valeur de ses contrats soit attribué à des entreprises autochtones. Il s'agit notamment de soutenir la mise en œuvre de nouvelles approches pour l'attribution de contrats aux entreprises autochtones et de poursuivre les activités de sensibilisation destinées aux entreprises autochtones.

À l'appui de la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement*, SPAC fera progresser les approvisionnements clés en matière de défense et travaillera avec ses partenaires à la Stratégie nationale de construction navale, qui vise à renouveler la flotte de navires de combat et de non-combat du Canada, à procurer des avantages économiques aux Canadiens et à rebâtir l'industrie de la construction navale de notre pays.

En tant que gestionnaire des paiements et de la comptabilité du gouvernement fédéral, l'émission de payes et d'avantages sociaux exacts et rapides aux fonctionnaires demeure une priorité clé, et des efforts continus sont déployés pour accroître le respect des normes de service et réduire le nombre de transactions de paye en suspens.

En tant que gardien des biens immobiliers du gouvernement du Canada, SPAC continuera à faire progresser les initiatives d'écologisation des biens immobiliers et des infrastructures du gouvernement fédéral afin de soutenir la lutte contre les changements climatiques. Il s'agit notamment de favoriser l'utilisation d'électricité propre et de produits à faible teneur en carbone, ainsi que d'intégrer la réduction de la consommation d'énergie, la réduction des déchets et la réduction des gaz à effet de serre dans tous les projets immobiliers.

Le ministère collaborera également avec ses partenaires gouvernementaux pour aider à définir l'environnement de travail post-pandémique en appuyant l'avenir du travail du gouvernement du Canada, qui comprend la transition vers un modèle de travail hybride.

SPAC fera progresser son important travail sur la stratégie sur plusieurs décennies du gouvernement visant à réhabiliter la Cité parlementaire historique, y compris la réhabilitation de l'Édifice du Centre et le réaménagement de l'îlot 2, soit l'îlot urbain d'Ottawa délimité par les rues Metcalfe, Wellington, O'Connor et Sparks.

En tant que fournisseur de services de traduction et d'interprétation au Parlement

et au gouvernement, par l'entremise du Bureau de la traduction, SPAC continuera à moderniser ses outils afin d'offrir des services linguistiques plus rapides et de grande qualité, notamment en continuant à expérimenter des solutions d'intelligence artificielle.

Enfin, le ministère examinera des approches visant à atténuer davantage le risque posé par les fournisseurs préoccupants et étudiera des mesures visant à fournir au gouvernement du Canada des outils plus rigoureux et à mieux réagir aux violations liées aux droits de la personne, à la traite des personnes et au travail forcé.

Ce ne sont là que quelques points saillants des plans de SPAC pour l'exercice financier 2023 à 2024.

Je me réjouis de travailler avec les employés dévoués de SPAC alors que nous continuons à appuyer le rétablissement du Canada après la pandémie, à prendre des mesures concrètes en matière de changement climatique et à bâtir un avenir plus sain et plus inclusif pour les Canadiens. ✨

Helena Jaczek, c.p., députée  
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

## Diversité et inclusion

SPAC s'engage à favoriser la diversité et l'inclusion, notamment en s'attaquant aux obstacles systémiques et aux autres difficultés rencontrées par les groupes en quête d'équité, et en fournissant des services qui valorisent la diversité et combattent le racisme.

SPAC continuera à soutenir la diversité et l'inclusion par l'intermédiaire de ses activités d'approvisionnement, y compris celles menées par ses bureaux d'approvisionnement partout au Canada, et la mise en œuvre continue du Plan d'action pour la diversité des fournisseurs. Le programme de diversification des fournisseurs du ministère, qui est une composante du Plan d'action, décrira les approches visant à accroître la diversité des fournisseurs dans les marchés publics dirigés par SPAC. Ce programme contribuera à accroître la diversité des fournisseurs, à réduire les obstacles et à améliorer les possibilités économiques et sociales pour les groupes sous-représentés. En outre, Soutien en approvisionnement Canada (SAC) continuera de se concentrer sur le soutien aux petites entreprises et aux entreprises diversifiées qui cherchent à devenir des fournisseurs du gouvernement. Dans le cadre de ces efforts, SAC continuera à développer des événements et des initiatives en collaboration avec divers partenaires et organisations afin de s'assurer qu'ils sont significatifs et utiles pour ces partenaires.

En tant qu'expert en biens immobiliers du gouvernement du Canada, le ministère dirige également les efforts du gouvernement pour améliorer l'accessibilité dans son environnement bâti. Ainsi, des évaluations techniques de l'accessibilité des bâtiments fédéraux sont en cours dans tout le pays afin de repérer, de prévenir et d'éliminer les obstacles à l'accessibilité de l'environnement bâti. SPAC poursuivra également la mise en œuvre de sa stratégie et de son plan d'action pour l'accessibilité universelle de la Cité parlementaire, lesquels ont récemment été élaborés dans le cadre de l'engagement du ministère à faire de la Cité parlementaire un modèle d'excellence en matière d'accessibilité universelle.

En tant que principal fournisseur de services linguistiques du gouvernement du Canada, le Bureau de la traduction continuera d'étudier la possibilité d'offrir des services supplémentaires pour assurer l'accès à l'information aux Canadiens qui sont sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds, et dont la langue principale de communication est l'American Sign Language ou la Langue des signes québécoise. De plus, le Bureau de la traduction continuera de promouvoir les Lignes directrices pour la rédaction inclusive afin de s'assurer que les Canadiens ont accès à des ressources de rédaction non genrée dans les deux langues officielles.

SPAC se consacre également à la promotion de l'accessibilité et est particulièrement bien placé pour soutenir la mise en œuvre de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. Le premier plan d'accessibilité de SPAC, qui établit les objectifs et les cibles du ministère en matière d'accessibilité pour la période de 2023 à 2025, rassemble des initiatives, des pratiques et des stratégies de grande envergure dans le but de rendre SPAC pleinement accessible et inclusif pour ses employés et pour les Canadiens.

### LIGNES DIRECTRICES sur l'**écriture inclusive**



Nouvelles lignes directrices du gouvernement du Canada sur l'écriture inclusive

## Réconciliation

SPAC continuera à offrir à ses clients des possibilités supplémentaires de se procurer des biens et des services auprès de fournisseurs autochtones. Par exemple, les six bureaux régionaux de SAC continueront à sensibiliser les ministères et organismes clients aux possibilités d'acquérir des biens et services auprès de fournisseurs autochtones. En outre, les plans de participation des Autochtones font de plus en plus partie intégrante de nombreux marchés publics importants dans le domaine de la défense et de la marine, offrant des possibilités d'emploi, de développement des compétences et de formation pour les Autochtones ainsi que des possibilités de sous-traitance pour les entreprises autochtones, entre autres avantages. Un travail important est également en cours pour identifier les entreprises autochtones dans les instruments d'approvisionnement existants, y compris ceux pour les services professionnels. SPAC développe de nouveaux outils et élargit les conseils sur l'utilisation des outils existants, comme les offres à commandes et les arrangements en matière d'approvisionnement, et encourage l'utilisation de plans de participation des Autochtones pour garantir que les entreprises autochtones bénéficient de l'activité économique associée aux contrats.

SAC continuera à se concentrer sur les activités de sensibilisation visant à fournir un soutien et des conseils aux entreprises autochtones sur la façon de faire des affaires avec le gouvernement fédéral, comme des webinaires en partenariat, des séances individuelles et des activités de mentorat. Les efforts de SAC seront complétés par des activités entreprises dans les bureaux régionaux de SPAC.

Des plans de participation des Autochtones sont également en cours d'élaboration pour divers projets immobiliers. Il s'agit de stratégies d'engagement proactives qui favorisent une meilleure communication avec les communautés autochtones et permettent d'intégrer la réconciliation à toutes les étapes des projets immobiliers de SPAC. Par exemple, de tels plans ont été inclus dans les projets de construction du nouvel immeuble du gouvernement du Canada à Shawinigan et du nouveau complexe judiciaire à Montréal, au Québec.

En outre, les marchés publics de la région de la capitale nationale liés à l'entretien et à la réparation des passages, qui relèvent de la responsabilité de SPAC, exigent des soumissionnaires qu'ils présentent des plans de participation des Autochtones. Étant donné la nature à long terme de l'exploitation et de l'entretien des ponts et des projets connexes, et la possibilité pour les Autochtones d'envisager des formations et des carrières dans ce domaine, SPAC soutiendra les initiatives qui offrent des possibilités de développement des compétences et de formation aux Autochtones. Par exemple, un programme éducatif pilote, dans le cadre duquel des jeunes autochtones participeront à une école de terrain sur l'environnement avec des scientifiques, des gardiens du savoir autochtone et des universitaires, se poursuivra à l'été 2023. SPAC va également intensifier ses efforts pour intégrer des espaces culturels et spirituels autochtones et des éléments de design autochtones dans les principaux projets immobiliers qu'il dirige. Le ministère fera aussi avancer un projet pilote visant à créer un site de cotravailGC sur un site des Premières Nations à Fort William, Thunder Bay (Ontario).



Le Drapeau des survivants flottant sur plus de 100 bâtiments fédéraux partout au Canada pour commémorer la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

## Écologisation du gouvernement

SPAC continuera à jouer un rôle actif dans les activités et les efforts du gouvernement liés à la Stratégie pour un gouvernement vert (SGV), et les activités ministérielles seront axées sur les quatre domaines suivants : mobilité et parcs automobiles; biens et lieux de travail; services et opérations résilients face aux changements climatiques; et achats de biens et de services.

SPAC continuera à aider les ministères et les organismes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en garantissant la disponibilité d'instruments d'achat pour les véhicules à émission zéro et les véhicules hybrides. Le ministère invite les fabricants existants à élargir leurs offres et cherche également à en intégrer de nouveaux. Les instruments d'approvisionnement de SPAC se concentreront notamment sur la disponibilité des camions légers, une catégorie clé de véhicules dans la flotte fédérale.

Le ministère continuera également à travailler sur son plan de portefeuille carboneutre pour déterminer la voie la plus rentable pour atteindre des opérations immobilières carboneutres d'ici 2050. Divers projets et initiatives sont en cours, notamment d'importants projets de rénovation au 25, rue St-Clair à Toronto (Ontario) et à l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa (Ontario), la construction du nouveau centre des données fiscales à Shawinigan (Québec) et le Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE). SPAC travaillera à la mise en œuvre de l'initiative d'écologisation plus poussée du PASE afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'offrir des services énergétiques à faible teneur en carbone à un plus grand nombre de bâtiments dans la région de la capitale nationale.

SPAC progressera également dans l'élaboration d'une stratégie visant à mieux comprendre les risques posés par les répercussions des changements climatiques sur ses biens immobiliers, ses services et ses opérations, et à gérer les besoins d'adaptation aux changements climatiques de manière uniforme dans tout le pays, dans la gestion des biens immobiliers, la réalisation des projets et les opérations ministérielles, ainsi que dans les services aux ministères clients et aux Canadiens.

En ce qui concerne les achats écologiques, SPAC fera progresser de nombreuses initiatives. Ces initiatives incluront l'utilisation d'une terminologie d'approvisionnement uniformisée dans l'ensemble de SPAC pour tous les achats exigeant des emballages à privilégier du point de vue environnemental, et le soutien au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) dans la mise en œuvre de deux nouvelles normes relatives au carbone intrinsèque dans le cadre de la *Politique d'achats écologiques* dans l'ensemble du gouvernement fédéral. Le ministère présentera également des calculateurs d'empreinte carbone dans trois de ses catégories d'achats à fort impact. En outre, SPAC commencera à travailler sur un projet pluriannuel pour développer un outil de passation de marchés publics écologiques pour les biens fédéraux, dans le but de produire une plateforme de recherche en ligne pour aider les agents d'approvisionnement de SPAC à identifier les biens préférables du point de vue environnemental qui respectent les exigences des ministères clients.



Panneaux solaires sur l'immeuble Arthur Meighen à Toronto





Vue du Parlement depuis le pont Alexandra

## Aperçu de nos plans

De 2023 à 2024, Services publics et Approvisionnement Canada prendra les mesures suivantes :

### Achat de biens et de services

- Appuyer la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 grâce à l'approvisionnement en biens et services essentiels.
- Faire progresser la simplification des pratiques d'approvisionnement par la mise en œuvre d'initiatives de modernisation des achats.
- Continuer à faire progresser les initiatives pangouvernementales visant à accroître la diversité des soumissionnaires dans l'approvisionnement fédéral, notamment par la mise en œuvre du Plan d'action pour la diversité des fournisseurs et le lancement d'un nouveau programme de diversité des fournisseurs.
- Accroître la participation des Autochtones en mettant en œuvre de nouvelles approches par la mise à contribution et la consultation des intervenants, et en élargissant les orientations pour appuyer la mise en œuvre de nouvelles approches d'attribution de contrats aux entreprises autochtones.
- Faire progresser les efforts, dans le cadre d'une approche pangouvernementale, pour éradiquer le travail forcé des chaînes d'approvisionnement canadiennes et veiller à ce que les entreprises canadiennes opérant à l'étranger ne contribuent pas aux violations des droits de la personne.
- Poursuivre le développement de nouveaux outils et de nouvelles orientations en appui à l'adoption de l'approvisionnement écologique dans l'ensemble du gouvernement fédéral.

### Achat de biens et de services (suite)

- Faire progresser les approvisionnements clés à l'appui de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement<sup>i</sup>, et améliorer les capacités de défense continentale, y compris la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD).
- Continuer à collaborer avec les autres ministères et l'industrie pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de construction navale<sup>ii</sup>.

### Paie et comptabilité

- Administrer et assurer des services exacts et rapides en ce qui a trait à la paye et aux avantages sociaux pour tous les fonctionnaires, tout en progressant vers la résolution des problèmes de paye en suspens au Centre des services de paye et en améliorant la conformité aux normes de service au moyen de projets et d'initiatives approuvés.
- Fournir en temps opportun des produits et services de haute qualité et axés sur le client à plus de 979 000 participants actifs et retraités des régimes de retraite administrés par SPAC et appliquer des stratégies fondées sur des données probantes pour accroître la satisfaction des participants, tout en assurant l'intégrité continue des données sur les pensions.

### Biens et infrastructure

- Faire progresser la durabilité dans les opérations gouvernementales, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques et les initiatives gouvernementales d'écologisation pour les biens immobiliers et les infrastructures de SPAC.
- Faire progresser la définition de l'environnement de travail en soutenant l'avenir du travail du gouvernement du Canada, qui comprend la modernisation rapide et la transition vers un modèle de travail hybride.
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada qui vise à fournir aux scientifiques fédéraux des installations scientifiques et technologiques de pointe, collaboratives, accessibles et durables.
- Faire avancer la réhabilitation de la Cité parlementaire par le biais de la vision et du plan à long terme.
- Continuer à améliorer les passages dans la région de la capitale nationale et à faire progresser les évaluations et la planification associées à un 6<sup>e</sup> lien afin d'assurer la santé et la sécurité des usagers.

### Soutien à l'échelle du gouvernement

- Continuer à suivre le rythme rapide de la transformation numérique des services linguistiques, en faisant l'expérience de l'intelligence artificielle et en collaborant avec d'autres ministères et agences gouvernementales pour accroître l'interprétation à distance pour les langues officielles, autochtones et étrangères, et l'interprétation vidéo à distance pour les langues des signes.

### Soutien à l'échelle du gouvernement (suite)

- Améliorer et faire évoluer les services et les solutions à l'échelle du gouvernement en fournissant des environnements sûrs sur le plan de la cybersécurité et numériques comme le nuage, en augmentant la capacité de traitement de l'information et en intégrant des outils modernes qui permettent des services de programme au sein du ministère et dans l'ensemble du gouvernement du Canada, conformément à l'[Ambition numérique du Canada](#)<sup>iii</sup>.
- Améliorer le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de tenir compte de l'évolution de la menace externe, et élaborer une approche de prestation axée davantage sur le client pour protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement auxquels le secteur privé a accès.
- Renforcer l'efficacité du régime d'intégrité afin d'atténuer davantage le risque posé par les fournisseurs non éthiques, notamment en explorant d'autres mesures visant à fournir au gouvernement du Canada des outils plus solides pour mieux réagir aux violations liées aux droits de la personne, à la traite des personnes et au travail forcé.

### Ombudsman de l'approvisionnement

Tout en demeurant indépendant des organisations fédérales, y compris de SPAC, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) fera ce qui suit :

- Examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence.
- Examiner les plaintes des fournisseurs canadiens et faire des recommandations de compensation, le cas échéant.
- Offrir des modes alternatifs de règlement des conflits qui permettent aux fournisseurs et aux organisations fédérales de se réunir dans un cadre neutre afin de trouver des solutions, de préserver les relations d'affaires et d'éviter des procédures coûteuses.
- Transmettre l'information relative à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens afin de promouvoir la simplification et la transparence du processus d'approvisionnement fédéral.

Pour de plus amples renseignements sur les plans de Services publics et Approvisionnement Canada, consultez la section « [Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques](#) » du présent plan. 🍁





# Responsabilités essentielles : résultats et ressources prévus et principaux risques

Cette section contient des renseignements sur les ressources et les résultats prévus du ministère pour chacune de ses responsabilités essentielles. Elle contient également des renseignements sur les principaux risques liés à l'atteinte de ces résultats.

## Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix*

À titre d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC gèrera les achats de biens et de services d'une valeur d'environ 24 milliards de dollars pour les ministères et organismes fédéraux. Il s'agira entre autres d'assurer tout soutien continu qui pourrait être nécessaire

pour la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19, comme veiller à ce que le Canada dispose de suffisamment de doses des dernières formulations de vaccins contre la COVID-19 pour répondre à la demande.

Grâce à ses activités d'approvisionnement, SPAC continuera d'aider les ministères et organismes fédéraux à offrir des programmes aux Canadiens. Un exemple clé est le Programme canadien de soins dentaires. En 2023 à 2024, SPAC lancera un approvisionnement concurrentiel au nom de Santé Canada

afin de sélectionner un fournisseur qui assurera l'administration du traitement des demandes de remboursement des frais dentaires dans le cadre d'un programme de soins dentaires pancanadien à long terme dont la portée et l'ampleur seraient nécessaires pour servir tous les Canadiens admissibles.

### **Approvisionnement maritime et de défense**

En 2023 à 2024, l'approvisionnement maritime et de défense restera une priorité pour le ministère. Les principales activités d'approvisionnement sont prévues à l'appui de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement<sup>iv</sup> (PSE) et de la Stratégie nationale de construction navale<sup>v</sup> (SNCN). Par exemple, un contrat supplémentaire sera attribué à l'appui du projet d'avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol et un contrat sera attribué pour le projet de modernisation des véhicules logistiques. Après l'annonce de la conclusion d'une entente pour le remplacement de l'avion de chasse en janvier 2023, les travaux se poursuivent pour faire avancer le projet, alors qu'une première livraison est prévue en 2026. Il est également prévu que le quatrième navire de patrouille extracôtier et arctique (NPEA) soit livré au Canada et que l'acier soit coupé sur le NPEA 7, ce qui constituera la première variante du NPEA pour la Garde côtière canadienne. En outre, SPAC a l'intention d'attribuer un contrat complémentaire pour le besoin pluriannuel de petits navires de guerre et de navires auxiliaires.

SPAC continuera également à gérer le contrat de définition du projet des navires de combat canadiens (NCC) et les travaux de conception fonctionnelle devraient débuter en 2023 à 2024. Le ministère collaborera également avec le ministère de

la Défense nationale (MDN) afin de jeter les bases d'un contrat de mise en œuvre pour la construction des navires du projet de NCSC. Les activités de construction devraient commencer en 2024.

En plus de continuer à accorder la priorité à la politique PSE et à la SNCN, SPAC travaillera avec le MDN sur des projets liés à l'amélioration des capacités de défense continentale, notamment la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Cette initiative soutiendra la capacité du NORAD et des Forces armées canadiennes à protéger les Canadiens contre les menaces militaires nouvelles et émergentes pour le Canada et l'Amérique du Nord en général.

L'initiative de maintien des capacités en continu reste également une priorité pour le ministère. Dans le cadre de cette initiative, SPAC appuiera le MDN et travaillera avec d'autres ministères et organismes pour identifier et développer des approches contractuelles adaptées pour l'entretien et la réparation de l'équipement militaire, garantissant ainsi que les besoins spécifiques de chaque solution de maintien en puissance sont satisfaits et que les systèmes de plateforme restent pertinents.

### **Acquisition de solutions de technologie de l'information**

SPAC continuera à revoir l'ensemble des instruments d'approvisionnement qu'il propose afin de s'assurer que les besoins des clients en matière de technologies de l'information sont satisfaits. Par exemple, on demande de plus en plus au ministère de fournir des solutions d'approvisionnement qui permettent aux clients de tirer parti des logiciels en tant que service à l'appui des activités du gouvernement

du Canada. SPAC prévoit augmenter le nombre de fournisseurs offrant des solutions de logiciels en tant que service au moyen de ses instruments d'approvisionnement. En outre, reconnaissant que l'informatique en nuage représente un changement fondamental dans la prestation des services de technologie de l'information, SPAC et d'autres ministères concernés ont formé un groupe de travail sur l'approvisionnement infonuagique du gouvernement du Canada afin d'harmoniser et d'améliorer les politiques et les procédures liées à l'approvisionnement infonuagique du gouvernement du Canada. Ce travail vise à uniformiser et à simplifier davantage les interactions avec l'industrie et les ministères clients.

**Résultat ministériel :** *Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs*

### **Modernisation du processus d'approvisionnement**

SPAC progresse dans la simplification des pratiques d'approvisionnement en entreprenant la mise en œuvre progressive de son initiative de modernisation des contrats, qui vise à assurer la cohérence et à réduire la complexité des contrats gouvernementaux sur la base des commentaires de la communauté des fournisseurs, afin de rendre l'approvisionnement moins contraignant pour les fournisseurs. Le ministère appliquera le nouveau modèle à d'autres activités d'approvisionnement.

Le ministère s'efforce également d'améliorer sa capacité à négocier des contrats complexes, à long terme, de grande valeur ou à haut risque au nom de ses clients. Le ministère développera et pilotera des services spécialisés de soutien à la négociation de contrats,

comprenant des outils et des services de soutien direct ainsi qu'une transmission des connaissances en affaires, afin de mieux équiper les agents d'approvisionnement de SPAC pour entreprendre des négociations de contrats.

Grâce à la Solution d'achats électroniques, SPAC a réussi à établir une solution infonuagique qui fournit au Canada une plateforme d'approvisionnement numérique puissante, accessible et moderne qui rend l'approvisionnement plus simple, plus rapide et plus facile, y compris pour les fournisseurs qui cherchent des occasions et veulent présenter leur soumission. Cela permettra également d'accroître l'efficacité et donnera accès à de meilleures données sur l'approvisionnement. En 2023 à 2024, les activités menées avec la Solution d'achats électroniques se stabiliseront et la solution continuera sa transition pour devenir le principal outil d'approvisionnement de SPAC.

Des efforts sont actuellement déployés pour accroître la capacité du ministère à produire et analyser des données sur l'approvisionnement afin d'appuyer la conception d'un programme d'approvisionnement fondé sur des données probantes et l'établissement de rapports, ainsi que la capacité du ministère à entreprendre des recherches pour mesurer l'efficacité des initiatives d'approvisionnement nouvelles et existantes. SPAC continuera à mettre en œuvre sa stratégie pluriannuelle en matière de données d'approvisionnement et d'analyse.

**Résultat ministériel :** *Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada*



Navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique

### **Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones**

Le ministère travaille avec les Autochtones et les entreprises autochtones afin d'accroître leur participation à l'approvisionnement fédéral dans le cadre de l'engagement du gouvernement du Canada envers la réconciliation. SPAC, Services aux Autochtones Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) mettent en œuvre de nouvelles approches pour atteindre l'objectif consistant à attribuer au moins 5 % de la valeur des contrats gouvernementaux

à des entreprises autochtones. Ce travail comprend la mise à contribution et la consultation des partenaires autochtones et des titulaires de droits issus de traités modernes et d'ententes sur l'autonomie gouvernementale, ainsi que d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

Pour atteindre cet objectif de 5 %, SPAC travaillera avec Services aux Autochtones Canada pour mettre à jour et améliorer les conseils existants destinés aux agents d'approvisionnement sur la façon d'appliquer

la stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones. Le ministère soutiendra également Services aux Autochtones Canada et le SCT dans la mise en œuvre des rapports obligatoires, et travaillera avec SAC à l'élaboration d'une stratégie d'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones transformatrices en consultation et en collaboration avec des organisations autochtones.

SPAC étudie la création de nouveaux processus pour générer des avantages pour les entreprises autochtones, par exemple, en incluant des plans de participation des Autochtones personnalisés qui exploitent les forces du marché pour générer autant d'avantages que possible. Grâce à ces processus, l'objectif est de consulter les entreprises autochtones en tant que soumissionnaires et sous-traitants principaux, d'encourager le recrutement, le maintien en poste et l'avancement des employés autochtones et d'inclure la formation et le développement des compétences liées au travail contractuel. Au cours de la dernière année, SPAC a mis en place des mesures, des procédures et des orientations précises pour l'approvisionnement au Nunavut, et poursuivra son travail en 2023 à 2024 avec d'autres partenaires du traité moderne afin d'explorer des mesures et des orientations pour aider les agents d'approvisionnement de SPAC à respecter les engagements du traité dans leurs territoires.

Soutien en approvisionnement Canada (SAC), au sein de SPAC, continuera à se concentrer sur les activités de sensibilisation destinées aux entreprises autochtones. Le ministère fixera des objectifs en ce qui concerne la participation à des événements commerciaux autochtones et suivra les progrès réalisés au cours de l'année.

### **Diversité des fournisseurs**

Après le lancement de la Politique sur l'approvisionnement social de SPAC et le Plan d'action pour la diversité des fournisseurs, SPAC mettra en œuvre le programme de diversification des fournisseurs, lequel décrira les approches visant à améliorer la diversité des fournisseurs dans les marchés publics dirigés par SPAC.

SPAC continuera de collaborer avec les groupes sous-représentés afin de guider les efforts du ministère pour faire progresser la diversification des fournisseurs. SAC continuera à se concentrer sur les activités de sensibilisation qui ciblent les groupes socio-économiques, y compris la fixation d'objectifs de participation, et s'efforcera de développer des événements et des initiatives qui sont intéressants et utiles pour diverses entreprises et communautés. Par exemple, SAC continuera à piloter des « salons inversés », dans le but de permettre à diverses entreprises de rencontrer directement des acheteurs gouvernementaux. SAC communique également de façon proactive avec les entreprises qui se sont identifiées comme étant dirigées ou détenues par des groupes sous-représentés lors de leur inscription à AchatsCanada, pour leur signaler que ses agents peuvent les appuyer au moment où elles commenceront à préparer une soumission. Dans l'ensemble, SAC continue d'adapter son offre de services à mesure que des partenariats et des relations sont établis avec des groupes diversifiés et autochtones, afin de répondre aux besoins exprimés par ces groupes.

Les efforts visant à accroître la diversification des fournisseurs dans l'approvisionnement fédéral s'appuieront sur une plus grande disponibilité des données grâce au questionnaire du fournisseur, un nouvel outil

sur la plateforme d'AchatsCanadas, qui – une fois pleinement activé – recueillera des données de référence pour permettre à SPAC de mieux comprendre sa base de fournisseurs. Au cours de l'exercice, le ministère développera son approche de la mesure du rendement liée aux initiatives de diversification des fournisseurs en établissant des indicateurs de rendement clés ainsi que des cibles connexes.

### **Achats écologiques**

Dans le cadre des objectifs fédéraux en matière de changement climatique et d'économie verte, SPAC s'engage à intégrer des exigences environnementales dans les marchés publics, ainsi qu'à tirer parti de ses instruments d'approvisionnement pour développer et déployer des technologies propres. SPAC collabore avec les ministères partenaires sur les nouvelles normes de carbone intrinsèque qui s'appliqueront à tous les ministères et organismes fédéraux. Le ministère continuera également d'ajouter des technologies propres aux offres à commandes et aux arrangements en matière d'approvisionnement.

SPAC renforcera les pratiques d'approvisionnement fédérales afin de prioriser les produits réutilisables et recyclables de façon à atteindre son objectif de zéro déchet plastique. En s'inspirant de projets pilotes antérieurs, SPAC publiera un avis relatif aux politiques à l'intention de toutes les autorités contractantes, exigeant que tous les approvisionnements en biens utilisent des clauses contractuelles relatives à la livraison de biens dans des emballages réutilisables, largement recyclables ou certifiés compostables. SPAC élaborera également des documents d'orientation pour aider les agents d'approvisionnement à mettre en œuvre les nouvelles clauses relatives aux emballages à privilégier du point de vue environnemental. En outre, SPAC

prévoit mettre en œuvre des calculateurs d'empreinte carbone, qui ont été développés dans le cadre du projet d'approvisionnement à faible émission de carbone, dans trois de ses catégories d'approvisionnement à fort impact : les services professionnels, les véhicules légers et le mobilier de bureau.

### **Approvisionnement éthique**

Le ministère s'est engagé à s'attaquer au risque posé par le travail forcé et la traite des personnes dans les chaînes d'approvisionnement des marchés publics fédéraux par l'entremise de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. En 2023 à 2024, SPAC développera un cadre de diligence raisonnable en matière de droits de la personne, en définissant des principes directeurs qui contextualiseront et orienteront les actions de diligence raisonnable ciblées pour protéger les chaînes d'approvisionnement des marchés publics fédéraux. Les outils, ressources et processus à développer dans le cadre peuvent inclure la mise en œuvre d'exigences relatives au plan de conformité dans les achats, le développement d'un régime d'incitation à l'approvisionnement éthique et un programme de formation pour les agents de négociation des contrats. SPAC élaborera également une politique d'approvisionnement éthique pour l'approvisionnement fédéral concernant la prévention des violations des droits de la personne dans les chaînes d'approvisionnement.

### **Approvisionnement accessible**

Le Centre de ressources sur l'approvisionnement accessible du ministère continue d'aider les acheteurs du gouvernement à comprendre comment intégrer les critères d'accessibilité dans leurs exigences d'approvisionnement en biens et services. En 2023 à 2024, SPAC réalisera les activités clés identifiées dans le plan d'accessibilité du ministère, notamment

la recherche, la conception et l'élaboration d'outils et de ressources d'orientation pour soutenir l'intégration de l'accessibilité dans l'approvisionnement en biens et services. À titre d'exemple, l'un des outils qui sera développé est une liste actualisée des normes d'accessibilité par type de produit.

SPAC continuera également de diriger une communauté de pratique interministérielle pour l'approvisionnement accessible afin de contribuer à la sensibilisation et au renforcement des capacités des ministères et organismes clients. En outre, SPAC appuiera le SCT dans la mise en œuvre de la phase 1 de sa nouvelle norme sur la technologie de l'information et des communications accessibles, afin de s'assurer que l'approvisionnement en biens et services liés aux technologies de l'information intègre les exigences de la nouvelle norme.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

Le ministère assure l'application du processus d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) dans le cadre de l'élaboration des politiques et des outils d'approvisionnement. Les agents d'approvisionnement de SPAC travaillent également en collaboration avec leurs clients pour intégrer l'ACS Plus dans les approvisionnements.

En vue de renforcer ces efforts, SPAC lancera une vidéo et un cours de microapprentissage sur l'ACS Plus dans l'approvisionnement à l'intention de la communauté de l'approvisionnement, qui démontrera comment l'approche de SPAC en matière d'ACS Plus peut contribuer à un environnement d'approvisionnement équitable en identifiant à la fois l'accessibilité et les considérations sociales, et identifiera les principales considérations de l'ACS Plus dans un approvisionnement.

### **Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies**

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle en matière d'achat de biens et services soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les diverses initiatives et programmes, tels que la modernisation de l'approvisionnement, les stratégies pour l'approvisionnement inclusif, l'approvisionnement écologique et le Centre de ressources pour l'approvisionnement accessible, contribuent à la réalisation de ce qui suit :

- parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5, cible 5.5);
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8, cible 8.3 et cible 8.7);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cible 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13, cible 13.2).

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le site Web des [Nations Unies](#)<sup>vi</sup>.

## Innovation

### Initiative de modernisation des contrats

SPAC progresse dans la mise en œuvre progressive de son initiative de modernisation des contrats, qui vise à simplifier et rationaliser le contenu et la structure des documents contractuels de SPAC et la façon dont ils sont assemblés. L'une des premières étapes du projet a été un exercice d'analyse des contrats visant à identifier les principales caractéristiques d'un modèle de contrat modernisé. Cet exercice a été réalisé en s'appuyant sur la technologie de l'intelligence artificielle, soutenue par une équipe de juristes et de technologues expérimentés et formés dans ce domaine. Le nouveau modèle de contrat résultant de cet exercice n'a été initialement mis à l'essai que dans quelques cas, et a reçu des commentaires positifs. Un nombre plus important d'essais est en cours et est mis en œuvre progressivement afin de permettre un perfectionnement et d'assurer un soutien aux nouveaux utilisateurs lors de leur intégration à cette initiative.

### Salons inversés de Soutien en approvisionnement Canada

Soutien en approvisionnement Canada (SAC) aide les fournisseurs potentiels et existants à mieux comprendre comment le gouvernement achète des biens et des services et comment naviguer dans le processus d'approvisionnement fédéral au moyen de services de sensibilisation et de services spécialisés, y compris l'encadrement des fournisseurs des groupes sous-représentés. Jusqu'à récemment, SAC participait principalement à des salons et des forums aux côtés d'autres services de soutien du gouvernement, où les entreprises plus petites et diversifiées pouvaient apprendre comment bénéficier des services de SAC et d'autres programmes gouvernementaux. SAC met

présentement à l'essai un format de « salon inversé » où des fournisseurs plus petits et diversifiés ont l'occasion de commercialiser leurs biens et services directement auprès des acheteurs gouvernementaux. L'équipe de la région de l'Atlantique de SAC a organisé un salon inversé à Halifax en novembre 2022, qui a été bien fréquenté et a donné lieu à des commentaires positifs de la part des exposants et des participants. Les leçons tirées de cet événement sont partagées avec les autres équipes régionales de SAC, car SPAC vise à organiser d'autres salons inversés en 2023 à 2024.

## Principaux risques

### Approvisionnement maritime et de défense

Il y a un risque que les complexités inhérentes à l'approvisionnement maritime et de défense, en plus des impacts résultant de la pandémie de COVID-19 et des tensions géopolitiques, présentent des défis dans la livraison en temps opportun des biens et services à l'appui de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement<sup>vii</sup> et les objectifs de la Stratégie nationale de construction navale<sup>viii</sup>. Afin d'atténuer ce risque, SPAC effectuera ce qui suit :

- Continuer à mettre en œuvre les principes de l'initiative de soutien<sup>ix</sup> en fournissant aux professionnels de l'approvisionnement un appui continu dans le développement de solutions de soutien, y compris la consultation, la formation, les pratiques exemplaires et les outils.
- Continuer à faire évoluer les pratiques de gestion des risques qui sont désormais inhérentes à la gouvernance de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense.

- Continuer à travailler avec les partenaires alliés sur des projets d'intérêt mutuel (comme les navires de combat de surface canadiens) pour saisir et mettre en œuvre les principales leçons tirées.

### Changement en matière d'approvisionnement et gestion des priorités

La communauté de l'approvisionnement de SPAC peut avoir du mal à s'adapter aux nouveaux processus, considérations et outils en raison de la vitesse, de l'ampleur et de la portée des changements en cours de mise en œuvre. Cela pourrait entraver la capacité du ministère à rendre l'approvisionnement plus facile, plus accessible et inclusif, et plus apte à générer des résultats positifs en matière de durabilité

socio-économique et environnementale. Dans le but d'atténuer ce risque, le ministère prend les mesures suivantes :

- Appliquer un nouveau modèle de gouvernance et une stratégie de transformation axée sur la gestion du changement, y compris les plans et les activités de gestion du changement.
- Veiller à ce que les principaux documents d'orientation mis à la disposition de son personnel, tels que le Guide des approvisionnements de SPAC, soient mis à jour en appui à la transformation du programme en cours.
- Continuer à mener des actions de sensibilisation et de formation des clients à l'appui de l'initiative de transformation du programme.

### Résultats prévus pour Achat de biens et de services

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Achat de biens et de services, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de rendement 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC	S. O. <sup>1</sup>	90 %	87 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits	78 %	78 %	75 %	Au moins 85 %	31 mars 2024
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits	75 %	81 %	78 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
	Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat	1,42 \$	1,50 \$	1,33 \$	Au plus 1,75 \$	31 mars 2024
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique	80 %	76 %	79 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5)	S. O. <sup>2</sup>	S. O. <sup>3</sup>	S. O. <sup>4</sup>	Au moins 62 %	31 mars 2024

## Résultats prévus pour Achat de biens et de services (suite)

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de rendement 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible	84 %	87 %	85 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	82 %	85 %	84 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada	Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises	52 %	47 %	32 %	Au moins 40 %	31 mars 2024
	Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services « écologiques »	43 %	42,6 %	45 %	Au moins 45 %	31 mars 2024
	Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement	S. O. <sup>5</sup>	S. O. <sup>6</sup>	S. O. <sup>7</sup>	Au moins 11 %	31 mars 2024
	Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes	S. O. <sup>8</sup>	S. O. <sup>9</sup>	S. O. <sup>10</sup>	Au moins 15 %	31 mars 2024

- Début 2019 à 2020, le logiciel utilisé pour la gestion de l'évaluation après l'attribution du contrat de SPAC, qui est la source de données de cet indicateur, a été remplacé, ce qui a donné lieu à des problèmes techniques qui ont empêché l'utilisation de l'enquête.
- Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui est axé sur les soumissions recevables en particulier, plutôt que sur toutes les soumissions reçues.
- Ibid.
- Ibid.
- Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui remplace un indicateur semblable, mais qui mesure directement le pourcentage de participation, plutôt que l'augmentation en pourcentage par rapport à l'année précédente.
- Ibid.
- Ibid.
- Ibid.
- Ibid.
- Ibid.
- Ibid.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>x</sup>](#).

## Dépenses budgétaires prévues pour Achat de biens et de services

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Achat de biens et de services, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
165 857 889	165 857 889	156 827 378	157 440 393

L'écart dans les dépenses nettes prévues s'explique principalement par la diminution du financement reçu pour la phase de mise en œuvre au sein de SPAC de la solution d'achats électroniques infonuagique, qui devrait être achevée au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2023 à 2024. Le financement sera rajusté si de futures approbations sont reçues.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xi</sup>.

## Ressources humaines prévues pour Achats de biens et services

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
2 291	2 312	2 320

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xii</sup>. 

## Paiements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace*

Les responsabilités de SPAC concernant les paiements ont une incidence directe sur les particuliers et les entreprises du Canada au quotidien et assurent la sécurité financière de millions de Canadiens qui reçoivent des paiements de paye, de pension et de prestations sociales du gouvernement.

En appuyant le ministre en tant que receveur général du Canada, SPAC continuera de gérer les opérations de la trésorerie fédérale en 2023 à 2024. Le ministère a géré des flux de trésorerie de 3,15 billions de dollars en 2021 à 2022, en émettant et en traitant plus de 395 millions de paiements au nom du gouvernement fédéral (dont la majorité sont des versements de prestations sociales, y compris du soutien lié à la COVID-19), et en percevant des recettes pour tous les ministères et organismes gouvernementaux. Le receveur général assure également la mise à jour des systèmes centraux de trésorerie du gouvernement. Il fournit des états financiers mensuels pour l'ensemble du gouvernement et présente chaque année la situation financière du Canada et les états financiers vérifiés.

SPAC continuera à mettre en œuvre le programme de renouvellement et de modernisation du receveur général pour, en fin de

compte, offrir une meilleure expérience utilisateur à valeur ajoutée aux parlementaires, aux ministères et organismes gouvernementaux, aux institutions financières et aux citoyens canadiens. Le ministère améliorera l'efficacité des paiements et de la perception des recettes en investissant dans des projets visant à faire en sorte que les fonctions de trésorerie ne dépendent plus des anciens systèmes informatiques et à moderniser ses offres de services. SPAC évaluera des façons d'accroître sa flexibilité pour adopter les innovations du secteur des paiements, d'offrir aux Canadiens un choix d'options de paiement, de revitaliser les systèmes et les processus de trésorerie, de consolider les bases de données de trésorerie pour améliorer la qualité des données et d'améliorer la prévention et la détection des fraudes.

**Résultat ministériel :** *Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte*

En tant que l'un des plus importants administrateurs de régimes de retraite au Canada, SPAC fournit des services à plus de 979 000 membres actifs et retraités de huit différents régimes de retraite du secteur public fédéral : la fonction publique, la Gendarmerie royale du Canada, les Forces armées canadiennes (régulières et réservistes), les membres du Parlement, le corps diplomatique, les juges de nomination fédérale et les lieutenants-gouverneurs. Le ministère se

compare également à d'autres administrateurs de régimes de retraite de premier plan au Canada et dans le monde. Le programme de pension permet de veiller à ce que les cotisations au régime de pension de retraite de la fonction publique soient remises avec exactitude à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public dans les délais prescrits.

En 2023 à 2024, SPAC poursuivra ses efforts pour mettre à jour les outils Web, les logiciels et le matériel relatifs aux pensions, et travaillera avec les intervenants pour préserver la qualité des données relatives aux pensions, tout en améliorant continuellement l'expérience des utilisateurs, conformément aux pratiques exemplaires éprouvées de l'industrie.

**Résultat ministériel :** *En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux*

SPAC est l'un des plus importants administrateurs de la paye au Canada, puisqu'il gère la rémunération de plus de 380 000 comptes de paye du gouvernement tout en offrant des services de rémunération complets à environ 260 000 employés du gouvernement du Canada. Sa priorité absolue est de veiller à ce que les fonctionnaires soient payés à temps et sans erreur. À cette fin, le ministère poursuit ses efforts pour traiter les nouvelles entrées dans le respect des normes de service et réduire le nombre de transactions en suspens. En décembre 2022, l'arriéré de transactions financières dépassant la charge de travail normale du Centre des services de paye s'élevait à 198 000 transactions par rapport au sommet de 384 000 enregistré en janvier 2018. Au cours de la même période, la file

d'attente globale des transactions en attente de traitement au Centre des services de paye a été réduite à 401 000 transactions, par rapport au sommet de 633 000. Le pourcentage de transactions traitées par le Centre des services de paye dans le respect des normes de service était de 80 %, en moyenne, en 2021.

Divers défis ont une incidence sur les efforts de SPAC pour parvenir à la stabilisation de la paye, notamment l'augmentation constante d'année en année du nombre de transactions depuis 2020. En moyenne, pour 2022, le nombre de transactions reçues a été supérieur de 20 % à ce qu'il était pour la même période en 2021. De plus, un certain nombre de facteurs continuent de limiter la capacité du ministère à éliminer les transactions de paye en suspens et à respecter les normes de service pour les nouvelles opérations. Il s'agit notamment de la complexité des dossiers qui restent dans l'arriéré, de la participation de plusieurs intervenants à la gestion des priorités gouvernementales ponctuelles et récurrentes en matière de ressources humaines qui ont une incidence sur la paye, comme les réformes de la classification, ainsi que du besoin permanent de conserver et de former une main-d'œuvre spécialisée.

Pour relever ces défis, SPAC continuera à embaucher et à former des conseillers en rémunération supplémentaires et à améliorer les compétences des conseillers en rémunération expérimentés afin de contribuer à l'élimination de l'arriéré et de suivre le rythme des nouvelles transactions. Le ministère continuera d'explorer les possibilités d'améliorer la qualité et de réaliser des gains d'efficacité dans le traitement de la paye.

Les efforts continus pour intégrer les ministères à MesRHGC, le système de

ressources humaines (RH) du gouvernement du Canada, combinés aux projets d'intégration des RH et de la paye actuellement en cours, contribueront à simplifier le paysage des RH et de la paye. SPAC travaillera également à l'analyse approfondie de ce à quoi ressemblera le contexte opérationnel de l'administration de la paye lorsque celle-ci sera stabilisée.

Ces initiatives permettront à SPAC de continuer à stabiliser l'administration de la paye et à progresser dans la réalisation des objectifs d'élimination de l'arriéré en classant les cas par ordre de priorité en fonction de l'âge et des incidences critiques sur les clients.

**Résultat ministériel :** *Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada*

Le receveur général est un chef de file mondial en matière de pratiques exemplaires dans le domaine de la comptabilité gouvernementale. Pour la 24<sup>e</sup> année consécutive, les états financiers consolidés du gouvernement du Canada ont reçu une opinion de vérification favorable du vérificateur général.

Au cours de l'exercice 2023 à 2024, SPAC continuera de tenir le grand livre général du gouvernement du Canada (aussi connu sous le



Administration des régimes de pension de retraite

nom de Comptes du Canada) et de produire des rapports financiers pangouvernementaux, y compris les Comptes publics du Canada et l'État mensuel des opérations financières du Canada, tout en fournissant aux ministères et organismes des conseils spécialisés et des directives sur les questions relatives à la comptabilité et à la présentation de rapports. SPAC continuera à fournir à tous les Canadiens des informations accessibles et fiables sur les finances du pays par le biais des Comptes publics du Canada. SPAC collaborera également avec des partenaires clés pour améliorer et moderniser les Comptes publics.

SPAC est déterminé à faire progresser l'objectif du gouvernement d'accroître la transparence, de maintenir l'intégrité des données et de favoriser l'innovation afin de répondre aux besoins changeants de ses clients, y compris les ministères, les principaux intervenants et, surtout, les Canadiens. SPAC fera progresser le programme de renouvellement et de modernisation du receveur général en investissant dans les technologies modernes, en explorant les possibilités novatrices et en établissant des partenariats afin que les rapports financiers pangouvernementaux demeurent une source moderne, fiable et accessible de données financières au Canada. Par exemple, le ministère développera une initiative de modernisation de la comptabilité afin d'offrir un système de rapports financiers moderne, sécurisé, intégré et accessible. Ce système permettra de produire des rapports en libre-service et à la demande à l'échelle du gouvernement, d'accroître l'efficacité des données et de renforcer l'intégrité grâce à des mécanismes de contrôle de pointe. Des progrès seront également réalisés en ce qui concerne le système de publication du receveur général, afin d'en accroître l'efficacité, l'exactitude et la rapidité en automatisant la production d'une version HTML accessible

des comptes publics, ainsi que sur le portail central des rapports financiers, afin d'automatiser la collecte d'informations financières auprès des sociétés d'État et d'autres entités.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

SPAC analysera davantage la composition par genre, âge et langue des employés dont le dossier de paye est en souffrance depuis plus d'un an. Les conclusions guideront la planification et la prise de décision futures afin d'améliorer les résultats du traitement de la paye pour divers groupes d'employés. SPAC prévoit également entreprendre une mise à jour et un élargissement de l'ACS Plus liée à des aspects supplémentaires de l'administration de la paye, tels que les dossiers qui doivent être transmis à un échelon supérieur et les employés ayant plus de deux dossiers.

Afin d'atténuer l'incidence négative des problèmes liés à la paye sur les employés particulièrement vulnérables aux interruptions de paye, le Centre des services de paye traite en priorité les nouveaux dossiers à forte incidence, tels que les dossiers de congé d'invalidité et de congé parental. De ce fait, très peu de ces cas sont restés dans la file d'attente pendant de longues périodes. En ce qui concerne la priorisation des dossiers en attente depuis plus d'un an, l'accent mis sur les dossiers les plus anciens et les plus importants permettra d'équilibrer les temps d'attente accrus que connaissent certains groupes.

Le programme de pension continuera à permettre de recueillir des données sur le genre et la diversité au moyen d'enquêtes sur la satisfaction des membres. Les commentaires des membres permettront à SPAC d'évaluer comment les services actuels sont fournis aux différents groupes et d'identifier les possibilités d'amélioration et d'innovation.

## Innovation

SPAC continuera à renforcer son utilisation de l'automatisation des processus robotisés (APR) pour contribuer à réduire la charge de travail manuel dans le traitement de la paye, améliorer l'efficacité opérationnelle et l'exactitude des données, et permettre une capacité stratégique. À ce jour, six processus d'APR ont été mis en œuvre avec un total de 20 robots (travailleurs numériques) en production. De plus, le ministère stabilisera davantage les systèmes RH-à-payé en mettant en œuvre des améliorations à la technologie de transformation. L'Atelier de l'innovation, qui utilise une approche agile, itérative et collaborative pour résoudre les problèmes de paye, a été mis à profit et continuera de relever les principaux défis opérationnels tels que l'harmonisation continue des données entre le système de paye Phénix et le système de pension du gouvernement du Canada.

SPAC continuera d'expérimenter avec des initiatives et des processus novateurs pour aider à résoudre les problèmes de paye en suspens et améliorer la qualité des transactions de paye. Il explorera l'apprentissage de l'intelligence artificielle avec l'intégration de l'APR et de l'analyse des données pour favoriser l'intégrité des données et l'efficacité opérationnelle. De plus, SPAC explorera la possibilité de mettre en œuvre des analyses de données avancées pour soutenir l'efficacité opérationnelle au sein de l'écosystème RH-à-payé, y compris l'amélioration du volume, de la rapidité et de la précision du traitement des dossiers, afin de soutenir les efforts de stabilisation.

## Principaux risques

### Stabilisation du processus RH-à-payé

SPAC pourrait subir des retards dans l'atteinte de la stabilisation complète de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada (y compris le traitement de la paye et le transfert de l'information à l'administrateur des pensions), en raison de l'augmentation soutenue du nombre de fonctionnaires qu'il sert tout en faisant face à des contraintes de capacité, ce qui pourrait nuire davantage aux efforts visant à accroître la confiance des intervenants et à réduire les responsabilités du gouvernement du Canada. Ce risque peut avoir une incidence sur la rapidité et l'exactitude de la paye des employés, l'intégrité des données sur les pensions et la capacité du ministère à continuer de résoudre les problèmes existants liés à la paye. Pour atténuer ce risque, SPAC prend, entre autres, les mesures suivantes :

- Fournir des renseignements opérationnels et des rapports sur la stabilisation de RH-à-payé et présenter des rapports mensuels en temps opportun aux ministères et organismes pour aider à cerner les problèmes en amont qui ont une incidence sur la paye.
- Terminer tous les dossiers critiques en souffrance tout en maintenant les normes de service applicables aux nouveaux dossiers.
- Collaborer avec le SCT et Services partagés du Canada pour s'assurer que les exigences en matière de données sur les pensions sont intégrées dans l'élaboration des futures solutions du système RH-à-payé.

## Résultats prévus pour Paiements et comptabilité

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Paiements et comptabilité, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de résultat ministériel 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace	Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits <sup>1</sup>	99,99 %	99,99 %	99,99 %	Au moins 99 %	31 mars 2024
	Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables	100 %	100 %	100 %	Au moins 95 %	31 mars 2024
	Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits	99,5 %	97,2 %	90,3 %	Au moins 95 %	31 mars 2024
Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte	Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais	99 %	99 %	98 %	Au moins 95 %	31 mars 2024
En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux	Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paye potentielles au Centre des services de la paye	S.O. <sup>2</sup>	S.O. <sup>3</sup>	S.O. <sup>4</sup>	Au plus 88 000 employés	31 mars 2024
	Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye	S.O. <sup>5</sup>	70 %	72 %	Au moins 65 %	31 mars 2024
	Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps	S.O. <sup>6</sup>	89 %	83 %	Au moins 80 %	31 mars 2024
Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada	Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes	100 %	100 %	100 %	Au moins 100 %	31 mars 2024
	Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts	100 %	100 %	100 %	Au moins 99 %	31 mars 2024

1. Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

2. Il s'agit d'un nouvel indicateur pour l'exercice 2022 à 2023, qui permettra de mesurer, de surveiller et de déclarer de façon transparente le nombre d'employés exposés à de possibles erreurs de paye en raison d'opérations de paye en attente au Centre des services de paye. L'indicateur permettra d'informer les employés, les parlementaires et les Canadiens au sujet des progrès réalisés en vue de la stabilisation de l'administration de la paye.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Cet indicateur a été ajouté au Cadre de la mesure du rendement en 2020 à 2021.

6. Ibid.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xiii</sup>](#).

## Dépenses budgétaires prévues pour Paiements et comptabilité

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Paiements et comptabilité, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
318 700 151	318 700 151	318 329 073	317 683 322

Il n'y a aucun écart important dans les dépenses prévues nettes.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xiv</sup>.

## Ressources humaines prévues pour Paiements et comptabilité

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
2 438	2 420	2 429

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xv</sup>. 

## Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix*

### Évolution du travail

La pandémie de COVID-19 a changé la façon dont les employés du gouvernement du Canada travaillent et les types d'aménagements du lieu de travail qui aident le mieux les gestionnaires et les employés qui fournissent des services essentiels aux Canadiens. Ces changements auront une incidence sur le portefeuille de bureaux de SPAC, qu'il s'agisse de biens appartenant à l'État ou de biens loués, car il est attendu que le besoin d'espaces de bureaux modernes et flexibles augmente, tandis que la demande globale d'espaces de bureaux traditionnels devrait diminuer, la fonction publique continuant d'adopter un environnement de travail hybride.

SPAC répond au désir croissant de nombreux ministères et organismes du gouvernement du Canada de bénéficier de plus de souplesse et d'agilité en offrant des options pour un environnement de travail hybride qui répondent aux exigences opérationnelles et favorisent la productivité. En 2023 à 2024, les travaux se poursuivront pour faire avancer le plan à long terme pour les locaux à bureaux (PLTLB). En s'adaptant à ce nouveau contexte, le PLTLB 2022 vise à réaliser une réduction

du portefeuille sur un horizon plus court (10 ans au lieu des 25 ans dans le PLTLB 2021) afin de mettre en place plus rapidement le lieu de travail hybride et d'en tirer des avantages pour le gouvernement du Canada. La mise en œuvre du PLTLB 2022 permettra d'optimiser les aménagements de bureau et de soutenir la productivité. Pendant que ce nouveau modèle est évalué et mis en œuvre, SPAC accélérera le programme de modernisation des lieux de travail du gouvernement du Canada (Milieu de travail GC et sites CotravailGC) afin de soutenir l'augmentation du taux d'utilisation global des lieux de travail fédéraux tout en réduisant l'empreinte carbone du portefeuille de bureaux au cours des 5 à 10 prochaines années.

SPAC continuera également à travailler en étroite collaboration avec les ministères clients et les organismes centraux afin d'évaluer leurs besoins en espace après la pandémie et d'élaborer un plan de portefeuille pangouvernemental et pluriannuel qui optimise l'utilisation des biens immobiliers. Le ministère mettra en place un réseau plus innovant d'espaces accessibles dans l'ensemble du portefeuille, où les lieux de travail de l'administration centrale seront des centres de leadership, d'identité et de culture d'entreprise, tandis que les autres lieux de travail offriront une certaine flexibilité aux employés. SPAC augmentera également la collaboration et élargira les consultations et les engagements tout en mettant davantage d'accent sur les résultats en prenant des mesures concrètes pour soutenir la vision de l'avenir du travail du gouvernement du Canada.

**Faire progresser les projets transformateurs, accélérer la modernisation et réhabiliter les édifices patrimoniaux d'importance nationale**

Tout en tenant compte de l'incidence de l'environnement post-pandémique sur l'avenir du travail, SPAC fera avancer plusieurs projets transformateurs qui sont au cœur de son Plan à long terme pour les locaux à bureaux (PLTLB). Par exemple, SPAC concentrera ses efforts sur l'avancement du projet de lieu de travail partagé au 599, chemin Tremblay, ainsi que sur les grands projets de réfection aux Terrasses de la Chaudière, à la Place du Portage III et au 879, chemin Heron, dans la région de la capitale nationale.

Dans la région du Pacifique, SPAC réhabilitera et réaménagera le Centre Sinclair au centre-ville de Vancouver afin de regrouper les ministères fédéraux dans un centre moderne, accessible, durable et rentable.

Dans la région de l'Ouest, SPAC poursuivra la mise en œuvre de la stratégie multiphases pour les bureaux de Winnipeg, qui est axée sur la consolidation, la modernisation et l'écologisation du portefeuille de SPAC en tirant parti des biens de l'État existants, y compris les immeubles patrimoniaux et à vocation spéciale. Cette stratégie permettra d'améliorer l'état du portefeuille de SPAC, d'appuyer les efforts de SPAC en matière de durabilité, de réduire les coûts d'exploitation, d'améliorer l'accessibilité et d'offrir des occasions d'approvisionnement aux peuples autochtones.

Dans la région de l'Ontario, SPAC achèvera la remise en état de l'immeuble du gouvernement du Canada situé au 25-55, rue St. Clair Est, dans le centre-ville de Toronto, et poursuivra la réalisation du projet d'aménagement des terrains Allen afin de favoriser

une collaboration accrue et de réaliser des économies d'échelle grâce à la co-occupation par des organisations de services de sécurité et au regroupement de plusieurs emplacements loués dans une nouvelle installation.

Dans la région du Québec, SPAC poursuivra la construction du Centre national de vérification et de recouvrement à Shawinigan afin d'offrir un lieu de travail moderne mieux adapté aux besoins actuels et futurs des ministères fédéraux logés sur place et d'optimiser l'occupation de l'espace. Il fera également avancer le projet de construction et d'aménagement du nouveau complexe judiciaire de Montréal dans le cadre de la Stratégie nationale d'aménagement des locaux pour les cours et tribunaux fédéraux, qui démontrera l'avantage de regrouper les opérations judiciaires pour assurer la viabilité à long terme des locaux des tribunaux et amortir les coûts d'aménagement sur une période maximale.

Enfin, dans la région de l'Atlantique, SPAC fera avancer le projet du Centre des entreprises des sciences de l'Atlantique, à Moncton, qui fournira des installations permettant la mise en œuvre de programmes scientifiques et de recherche multidisciplinaires de calibre mondial, ainsi que le projet d'aménagement du Centre fiscal de St. John's, qui répondra aux besoins d'espace accrus de l'Agence du revenu du Canada pour son Centre national de vérification et de recouvrement à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador. Les travaux progresseront également dans le cadre du projet de modernisation de l'édifice Daniel J. MacDonald à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), qui vise à moderniser le bâtiment, ses systèmes et les espaces de travail.

En 2023 à 2024, SPAC fera également progresser la réhabilitation et la restauration de

lieux et de bâtiments d'importance nationale, tels que l'édifice Lester B. Pearson, l'Édifice commémoratif de l'Ouest, l'Imprimerie nationale et l'édifice Connaught. Ces projets intégreront des éléments de durabilité et d'accessibilité et contribueront aux objectifs d'écologisation en réduisant l'empreinte des bureaux et en créant des espaces à haut rendement énergétique, tout en conservant la valeur historique des bâtiments.

### **Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques**

SPAC exploite un portefeuille spécialisé de 24 actifs d'ingénierie partout au Canada. Le portefeuille comprend sept centrales de chauffage et de refroidissement et des réseaux de distribution connexes qui font partie du Réseau énergétique de quartier de la région de la capitale nationale (RCN), ainsi que plusieurs ponts, barrages, une autoroute et une infrastructure maritime. En 2023 à 2024, SPAC continuera de protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité de ses ouvrages de génie civil afin qu'ils soient sûrs pour les Canadiens. L'un des principaux investissements en cours consiste à faire avancer le remplacement de la partie québécoise du complexe de barrages Témiscamingue, actuellement en phase de conception. Le processus d'évaluation environnementale est en cours et, conformément aux exigences de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada et à l'obligation de consultation du ministère, des activités de consultation autochtone sont en cours.

SPAC continuera également à mettre en œuvre l'initiative d'écologisation plus poussée du Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'offrir des services énergétiques à faible teneur en carbone à un plus grand nombre de bâtiments dans la

région de la capitale nationale. Dans le cadre du PASE, SPAC fera avancer la construction du Centre d'énergie de Gatineau modernisé qui, une fois terminé en 2025, deviendra l'un des rares centres énergétiques de chauffage et de refroidissement neutre en carbone de cette envergure en Amérique du Nord.

### **Améliorer les passages interprovinciaux dans la région de la capitale nationale**

Afin d'améliorer le transport interprovincial dans la région de la capitale, SPAC continuera d'investir dans la remise en état et l'entretien des passages existants, y compris le pont Macdonald-Cartier, en terminant le projet de remise en état du pont des Chaudières, en allant de l'avant avec les engagements du budget de 2019 pour remplacer le pont Alexandra, et en répondant au besoin d'un passage supplémentaire avec le Plan intégré à long terme des liens interprovinciaux dirigé par la Commission de la capitale nationale (CCN).

Le pont Alexandra a plus de 120 ans et approche de la fin de son cycle de vie. Le processus de conception est en cours et les options de conception devraient être présentées au public à l'automne 2023 ou à l'hiver 2024. SPAC et la CCN mettront également la touche finale aux stratégies de consultation des Autochtones et du public. Malgré l'intention de remplacer le pont d'ici dix ans, des travaux de réparation sont nécessaires pour garantir que le pont reste utilisable en toute sécurité en attendant son remplacement. En 2023 à 2024, SPAC fera avancer le Projet de réhabilitation de la promenade piétonne et des joints d'articulation du pont Alexandra, qui comprend la remise en état d'éléments clés de la structure comme le système de plancher du pont et diverses réparations de l'acier sous le trottoir.

### **Vision et plan à long terme (VPLT) pour la cité parlementaire**

SPAC fera progresser la restauration et la modernisation de la Cité parlementaire du Canada, dans le cadre de la vision et du plan à long terme (VPLT), une stratégie sur plusieurs décennies conçue pour s'attaquer aux risques pour la santé et la sécurité découlant de l'état de détérioration des édifices du Parlement, vieux de plus de 100 ans. L'objectif de la VPLT est de moderniser les immeubles pour répondre aux exigences du Parlement du Canada, ainsi qu'aux attentes du XXI<sup>e</sup> siècle en matière de durabilité, de sécurité et d'accessibilité pour tous les Canadiens, tout en protégeant et en conservant le caractère, les qualités et les caractéristiques patrimoniales importantes.

Le ministère travaille à faire progresser la VPLT en transformant la Cité en un complexe intégré et regroupé, soutenu par une approche intégrée d'éléments tels que la sécurité, la durabilité, l'accessibilité et la circulation des personnes, des véhicules et des marchandises.

Une première étape importante dans la réalisation de ce plan de campus est le réaménagement de l'îlot 2, l'îlot urbain délimité par les rues Metcalfe, Wellington, O'Connor et Sparks à Ottawa (Ontario). Ce réaménagement permettra à d'autres projets clés de la VPLT, comme la réhabilitation de l'édifice de l'Est et de l'édifice de la Confédération, d'aller de l'avant, puis de regrouper les locaux permanents du Sénat et de la Chambre des communes. SPAC a lancé un concours international de conception pour le réaménagement de l'îlot 2 en mai 2021. Le concours de conception étant désormais terminé, SPAC prévoit commencer la construction de l'îlot en 2024.

L'îlot 2 comprend également le futur Espace des peuples autochtones, qui englobera le réaménagement de l'ancienne ambassade des États-Unis située au 100, rue Wellington, de l'ancien bâtiment de la CIBC situé au 119, rue Sparks, et de l'espace intercalaire entre ces deux bâtiments. SPAC continuera de soutenir Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, la Nation algonquine et les organisations autochtones nationales dans le développement de cet espace national pour les peuples autochtones.

Les travaux de réhabilitation de l'édifice du Centre, le projet de réhabilitation du patrimoine le plus important et le plus complexe de l'histoire du Canada, qui est au cœur de la VPLT, continuent de progresser. Pour restaurer ce chef-d'œuvre du patrimoine, l'édifice a été démonté soigneusement, soumis à un vaste programme d'élimination des matières dangereuses et il sera reconstruit afin de procéder à une amélioration de la structure et à une mise à niveau sismique, ainsi que pour intégrer de nouveaux systèmes de construction et une base numérique moderne, tout en protégeant le précieux caractère patrimonial du bâtiment. Le nouveau Centre d'accueil des visiteurs du Parlement, souterrain et à plusieurs niveaux, renforcera considérablement la sécurité et répondra aux exigences du programme parlementaire qui ne pouvaient être satisfaites sur le site de l'édifice du Centre, tout en offrant une meilleure expérience et des occasions de participation aux visiteurs du Parlement du Canada. SPAC continue de finaliser la conception, tout en faisant progresser les principales activités de construction. En 2023 à 2024, l'excavation massive pour le Centre d'accueil des visiteurs du Parlement, ainsi que d'importants travaux de démolition et d'élimination des matières dangereuses dans l'édifice du Centre,



Travaux de restauration à l'Édifice du Centre

y compris les cours, seront terminés, tandis que l'excavation détaillée et le forage de la tuyauterie géothermique pour le Centre d'accueil des visiteurs du Parlement seront en cours. De plus, les travaux de maçonnerie des façades est et ouest de l'édifice du Centre seront lancés, tandis que la maçonnerie de la façade nord se poursuivra, et le renforcement structurel et les autres travaux préparatoires nécessaires pour commencer l'excavation du sous-sol de l'édifice du Centre se poursuivront.

La Cité parlementaire, y compris la rue Wellington et ses environs (p. ex. la rue Sparks), est un environnement complexe où évoluent de nombreux intervenants dont les responsabilités sont variées et se chevauchent. En 2023 à 2024, SPAC poursuivra les discussions sur l'avenir de la rue Wellington en collaboration avec les intervenants.

### **Stratégie Laboratoires Canada**

SPAC est responsable de la stratégie Laboratoires Canada, une vision et un plan à long terme visant à transformer la façon dont le gouvernement fédéral entreprend ses activités scientifiques et technologiques, notamment en remplaçant d'importantes infrastructures scientifiques fédérales par des laboratoires collaboratifs, accessibles et durables. La stratégie porte également sur les catalyseurs essentiels, tels que les équipements scientifiques et les systèmes de gestion de l'information et de technologie de l'information, et sur les obstacles qui entravent la collaboration. Laboratoires Canada continuera de réunir des partenaires fédéraux et externes pour faire progresser la science interdisciplinaire, permettre des percées, stimuler l'innovation canadienne et rester prêt et agile face aux défis nationaux.

SPAC continuera à faire avancer la conception et la construction des projets de Laboratoires Canada. Le projet TerraCanada à Hamilton (l'installation CanmetMATÉRIAUX de Ressources naturelles Canada) est terminé et le projet TerraCanada à Mississauga (l'installation de recherche sur les matériaux de pointe du Conseil national de recherches du Canada) est à plus de la moitié de sa phase de construction et devrait être achevé en 2023 à 2024. Ces deux installations appuieront le déploiement collaboratif de plateformes d'accélération des matériaux et une nouvelle approche quant à la découverte, le développement, la mise à l'échelle et la commercialisation de matériaux pour l'énergie propre. Cela aidera le Canada à atteindre ses objectifs de réduction des émissions et à développer les secteurs de l'énergie propre et de la fabrication.

SPAC fera avancer le projet du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique à Moncton, au Nouveau-Brunswick, et a déjà mis en place des contrats importants pour la conception et la construction de ce centre offrant des avantages significatifs pour les communautés autochtones locales. Ce projet permettra de promouvoir la science, de soutenir les scientifiques et de créer une communauté scientifique plus forte et plus collaborative, tout en soutenant la direction générale de Pêches et Océans Canada dans la région du Golfe. Il permettra la réalisation de travaux scientifiques qui font progresser l'économie bleue du Canada et aidera les pêcheries des régions côtières canadiennes à s'adapter aux effets des changements climatiques. En 2023 à 2024, SPAC fera évoluer les activités de préparation du site et lancera des activités de construction plus importantes sur le chantier.

### **Initiative de paiement rapide**

En 2017, le premier ministre a confié à la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement le mandat de moderniser les pratiques afin de garantir le paiement rapide des entrepreneurs et des sous-traitants qui font affaire avec le ministère. En réponse à ce mandat, SPAC a élaboré la *Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction*, qui a reçu la sanction royale le 21 juin 2019. Bien qu'elle ait reçu la sanction royale, les règlements sur le paiement rapide doivent être finalisés avant que la *loi* entre en vigueur et que le régime de paiement rapide soit en vigueur. Ce régime permettra d'améliorer les délais de paiement tout en facilitant le déroulement des projets de construction fédéraux. En 2023 à 2024, SPAC continuera à faire évoluer l'initiative de paiement rapide pour résoudre le problème des retards de paiement entre les entrepreneurs et les sous-traitants et cherchera à obtenir les approbations finales des règlements élaborés pour soutenir la *loi*. Cela comprendra l'établissement d'une autorité d'arbitrage, la modification du contrat de construction normalisé du gouvernement fédéral pour assurer l'harmonisation avec la nouvelle législation et les règlements ainsi que le dépôt d'un décret du gouverneur en conseil pour que la *loi* entre en vigueur.

**Résultat ministériel :** *Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada*

**Promouvoir la durabilité, l'adaptation aux changements climatiques et les initiatives d'écologisation du gouvernement pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral**

SPAC continuera à prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et ses répercussions sur les opérations, notamment en appliquant régulièrement les considérations relatives à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques dans les processus commerciaux afin de parvenir à un portefeuille de carbone zéro net. SPAC travaillera également à la mise à jour du plan de portefeuille carbone afin d'y inclure tous les biens immobiliers et les infrastructures du ministère (immeubles à bureaux appartenant à l'État, locaux loués, Parlement, programme de travail de Laboratoires Canada, immeubles faisant l'objet d'un achat spécial, infrastructures et biens d'ingénierie et opérations du Cap-Breton).

Ayant enregistré une réduction de 57,3 % des gaz à effet de serre au cours de l'exercice 2021 à 2022, le ministère est en bonne voie d'atteindre la cible de réduction de 90 % fixé pour 2050 dans la Stratégie pour un gouvernement vert<sup>xvi</sup>. SPAC progressera dans la mise en œuvre de son initiative visant à alimenter les bâtiments fédéraux en électricité propre et de son programme d'écologisation plus poussée relevant du Programme d'acquisition de services énergétiques. Ce programme prévoit le remplacement du gaz naturel par des sources d'énergie neutres en carbone afin que le système énergétique de quartier de la région de la capitale nationale présente une exploitation de service énergétique à zéro carbone net et prévoit aussi que les systèmes de chauffage à la vapeur de tous les bâtiments connectés soient convertis en système à l'eau chaude à basse température d'ici la fin de

2024. La modernisation entraînera l'utilisation de technologies de pointe, améliorera considérablement l'efficacité énergétique du portefeuille de biens immobiliers de SPAC et réduira les émissions de gaz à effet de serre. Grâce à la modernisation du système énergétique de quartier, SPAC contribuera aux engagements du gouvernement du Canada en matière de changement climatique en assurant la transition vers une économie à faible émission de carbone et en stimulant le secteur des technologies propres. SPAC surveillera également la mise en œuvre de son plan de portefeuille de carbone zéro net, qui contribue au programme général d'écologisation du gouvernement en mettant en œuvre des technologies de construction intelligentes, en suivant l'élimination des actifs et en surveillant les projets de réduction des gaz à effet de serre.

De plus, le ministère s'est engagé à faire de la Cité parlementaire un modèle de durabilité en réduisant de 80 % les émissions de gaz à effet de serre dans la Cité d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2005). En date du 31 mars 2022, la Cité avait réduit ses émissions de 63 %, et elle est en voie d'atteindre la cible ambitieuse fixée pour 2030. SPAC a également identifié la durabilité comme l'un des objectifs stratégiques de la prochaine mise à jour de la vision et du plan à long terme pour la Cité parlementaire, qui est en cours. En 2023 à 2024, SPAC continuera à développer des plans pour transformer l'édifice du Centre, l'un des actifs les moins performants et les plus émetteurs de SPAC, en une installation à zéro carbone net. Une approche globale de la conception a été adoptée afin d'obtenir la meilleure valeur pour les Canadiens, avec pour objectif de démontrer un leadership exceptionnel en matière de durabilité dans un contexte patrimonial, notamment en atteignant un niveau élevé d'efficacité

énergétique, en atteignant un taux de zéro carbone net et en intégrant l'adaptation aux changements climatiques dans la conception, la construction et l'exploitation du bâtiment. SPAC élabore également le principe de conception de Laboratoires Canada pour les installations scientifiques à zéro carbone net et a élaboré des lignes directrices pour atteindre cet objectif. Par exemple, le Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique, à Moncton, et les projets de TerraCanada, à Mississauga, ont intégré l'adaptation au climat dans la conception et l'exploitation des bâtiments.

### **Initiative des terrains fédéraux**

L'Initiative des terrains fédéraux (ITF) est une composante de la Stratégie nationale du logement qui transfère des terres et des bâtiments fédéraux excédentaires appropriés à des fournisseurs de logements à un coût faible ou nul pour la construction de logements abordables, durables, accessibles et socialement inclusifs. L'ITF de la Société canadienne d'hypothèques et de logement a été lancée en 2018 avec pour objectif de mettre à la disposition des proposant sélectionnés 4 000 propriétés adaptées sur une période de dix ans. Depuis le lancement de l'ITF, SPAC a contribué à l'évaluation de 104 propriétés par la Société pour en déterminer l'adéquation. En 2023 à 2024, SPAC fera progresser la cession des terrains et des bâtiments excédentaires et sous-utilisés, et ceux qui auront un potentiel de développement pour en faire des logements abordables seront dirigés vers l'ITF.

### **Amélioration de l'accessibilité des immeubles fédéraux**

SPAC s'est engagé à devenir un chef de file en matière d'accessibilité pour le gouvernement du Canada. En tant qu'expert en biens immobiliers du gouvernement du Canada, le ministère dirige les efforts du gouvernement

pour améliorer l'accessibilité dans son environnement bâti. En 2023 à 2024, SPAC continuera de diriger l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement afin de déterminer les lacunes et les améliorations à apporter en matière d'accessibilité pour que les installations soient non seulement conformes aux exigences existantes et applicables en matière d'accessibilité, mais qu'elles les dépassent. Les efforts en ce sens comprendront le déploiement d'approches novatrices pour améliorer l'accessibilité et tirer parti des avis, des contributions et du soutien de la communauté de l'accessibilité. SPAC renforcera et officialisera également sa relation avec des partenaires comme les Normes d'accessibilité Canada afin de s'assurer que les bâtiments, sites et lieux de travail du gouvernement du Canada sont aussi accessibles et inclusifs que possible. Une évaluation de l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement est en cours et devrait être achevée en 2023 à 2024; elle examinera les résultats liés aux évaluations de l'environnement bâti. SPAC est résolu à faire de la Cité parlementaire un modèle d'excellence en matière d'accessibilité universelle. Elle permettra d'atteindre et, dans certains cas, de dépasser les normes d'accessibilité.

SPAC a mis en œuvre sa stratégie et son plan d'action pour l'accessibilité universelle de la Cité parlementaire, récemment élaborés. Cette stratégie expose une vision élargie de l'avenir assortie de six objectifs connexes, établit un programme de vérification complet fondé sur les pratiques exemplaires en matière d'accessibilité universelle et définit une voie à suivre pour tirer profit du vaste programme de réhabilitation et de modernisation en cours, menant à la création d'une Cité parlementaire plus inclusive et universellement accessible.

La stratégie relative à Laboratoires Canada offre également une occasion importante de créer des espaces de travail et des infrastructures qui assurent l'accessibilité et l'inclusion en intégrant ces facteurs dès les premières étapes de conception et de planification et en pilotant de nouvelles approches pour la conception et la mise en œuvre. La stratégie relative à Laboratoires Canada fournira une approche cohérente pour la planification et la conception des laboratoires en vue d'atteindre l'accessibilité universelle, qui s'oriente vers l'avenir et englobe la priorité du gouvernement. Elle s'appuie sur les pratiques exemplaires et trace la voie à suivre pour concevoir des installations scientifiques modernes, qui sont accessibles et inclusives.

### **Analyse comparative entre les sexes plus**

SPAC intégrera des objectifs d'approvisionnement social dans les nouveaux contrats de services immobiliers pour les bâtiments. Cela permettra d'assurer une approche coordonnée de l'élaboration et de la mise en œuvre de solutions de prestation de services flexibles qui font appel à une fonction de contrôleur moderne, encouragent une plus grande concurrence et favorisent la participation de groupes sous-représentés, comme les femmes, les peuples autochtones, les personnes en situation de handicap, les personnes racialisées et autres. SPAC continuera à assurer des conceptions accessibles et inclusives dans les projets d'aménagement fédéraux par l'application de la norme de conception Milieu de travail GC comme norme obligatoire qui est accessible et inclusive par défaut. De plus, en partenariat avec les employés, les intervenants et d'autres experts en la matière, le ministère évaluera son approche de la conception de toilettes non genrées afin de garantir un accès sûr et digne à des toilettes de conception inclusive.

En plus de soutenir l'objectif d'attribuer un minimum de 5 % de la valeur des contrats à des entreprises autochtones, SPAC continuera à améliorer ses lignes directrices en matière de conception autochtone pour le Milieu de travail GC. Ces lignes directrices fournissent aux équipes de projet une orientation de haut niveau sur l'intégration d'éléments de conception durables et culturellement appropriés, appuyant ainsi les engagements du gouvernement du Canada envers la mise en œuvre de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*.

SPAC collabore avec la Nation algonquine et des organisations dirigées par des Autochtones pour veiller à ce que les peuples autochtones participent à la reconstruction de la Cité parlementaire du Canada. Cette collaboration comprend le développement des compétences, l'apprentissage et les possibilités économiques, y compris une école de terrain en archéologie autochtone pour former les membres de communautés autochtones à la préservation et à la gestion des découvertes archéologiques, et des accords avec des entreprises et des intervenants autochtones visant à consacrer 5 % de l'approvisionnement à des entreprises autochtones.

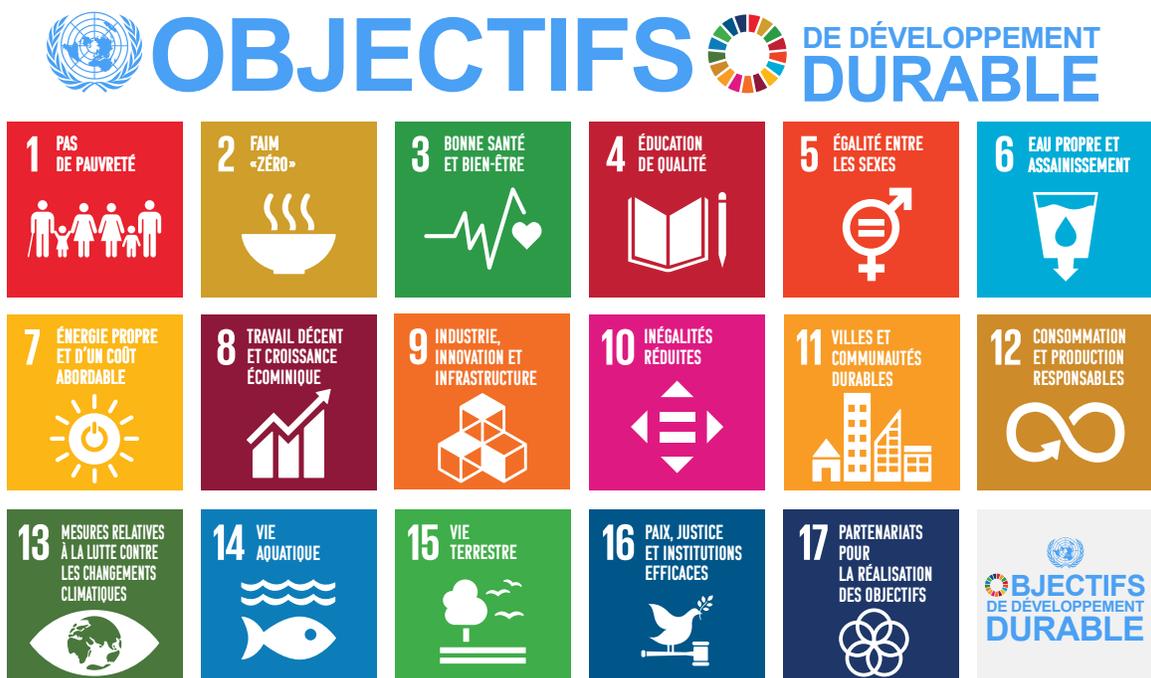
SPAC continue de soutenir le Cercle consultatif autochtone en matière de science, de technologie, de génie et de mathématiques, soit un groupe de scientifiques autochtones qui appuient, par leurs conseils, quinze ministères et organismes gouvernementaux. Le cercle consultatif fournit des conseils pour améliorer le recrutement et la rétention des Autochtones dans ces domaines, et pour favoriser le renforcement des relations et l'intégration des connaissances avec les détenteurs de savoir autochtone et les communautés autochtones dans les politiques et programmes scientifiques fédéraux.

## Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle en ce qui concerne les biens et l'infrastructure soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les différents programmes et initiatives relevant de cette responsabilité essentielle, comme le programme du Milieu de travail GC, les bâtiments intelligents, le plan pour réaliser un portefeuille neutre en carbone, la remise en état des principaux biens et la cession des terrains fédéraux excédentaires aux fournisseurs de logements, contribuent à réaliser les objectifs suivants :

- garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable (ODD 7, cible 7.2);
- bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9, cibles 9.1 et 9.4);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cibles 12.5 et 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13);
- préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité (ODD 15).

De plus amples renseignements sur les ODD sont présentés sur le site Web des [Nations Unies](#)<sup>xvii</sup> website.



Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies

## Innovation

### Projet pilote pour l'innovation à l'édifice C.D. Howe

Le projet pilote CD Howe Innovation met à l'essai l'utilisation de technologies canadiennes émergentes dans le secteur public canadien afin d'évaluer leur impact positif sur le bien-être des employés et leur contribution à l'écologisation des opérations. Les projets mis en œuvre dans le cadre de ce projet pilote permettront d'améliorer la santé et l'accessibilité en utilisant des technologies sans contact, d'éliminer l'utilisation de plastiques à usage unique, de réduire la quantité de déchets envoyés dans les décharges et de promouvoir la production et l'utilisation d'énergies renouvelables. Ces projets créeront un cadre pour le déploiement de solutions novatrices au sein du portefeuille immobilier fédéral et aideront à évaluer et à examiner les technologies et solutions canadiennes émergentes disponibles sur le plan commercial afin d'informer la stratégie ministérielle visant à déployer davantage de solutions novatrices au sein du portefeuille immobilier de SPAC.

### Programme d'expérimentation et d'innovation pour l'habilitation à la science numérique de Laboratoires Canada

Pour la cinquième année consécutive, le programme d'expérimentation et d'innovation pour l'habilitation à la science numérique, dirigé par Laboratoires Canada, parrainera la création d'innovations et de collaborations au sein de la communauté scientifique fédérale. Les nouvelles propositions de projets pilotes seront sélectionnées et financées selon des critères précis afin d'assurer l'harmonisation avec l'orientation et les priorités de Laboratoires Canada. Les résultats des projets pilotes, les

pratiques exemplaires et les leçons tirées seront présentés à la communauté de la science et de la technologie numériques afin de favoriser les échanges et les collaborations qui feront progresser la modernisation de l'infrastructure et des services de gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI/TI) en science numérique, comme le prévoit l'objectif du pilier GI/TI de la Vision et du plan à long terme de Laboratoires Canada.

## Principaux risques

### Intégrité, sécurité et accessibilité des biens immobiliers

L'intégrité, la sécurité et l'accessibilité des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC pourraient être compromises par les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures et les insuffisances de la conception originale, ainsi que par des actions humaines, ce qui pourrait entraver la continuité des opérations gouvernementales et avoir une incidence sur le bien-être des Canadiens. Sans un niveau de financement suffisant, SPAC aura de la difficulté à exécuter avec succès les programmes de la Cité parlementaire et de Laboratoires Canada, ce qui pourrait entraîner des coûts supplémentaires, des occasions manquées et pourrait potentiellement mettre en péril l'intégrité de certains biens. Si les efforts de réhabilitation ne sont pas entrepris, il existe un risque important de défaillance des systèmes du bâtiment et d'incidence sur la santé et la sécurité de ses occupants.

Pour atténuer ce risque, SPAC prend, entre autres, les mesures suivantes :

- Intégrer la résilience climatique dans l'exploitation et la conception des bâtiments dans les projets de réhabilitation et de construction neuve.

- Entreprendre de vastes activités de renouvellement des infrastructures, notamment des projets comme le remplacement du pont Alexandra, afin d'améliorer les passages et les niveaux de service des transports de la région de la capitale nationale.
- Assurer l'avancement d'une mise en œuvre complète de l'évaluation technique de l'accessibilité en vue d'améliorer l'accessibilité de l'environnement bâti à la fois des biens appartenant à l'État et de ceux obtenus par bail-achat.
- Continuer de réaliser divers projets pour préserver les immeubles, arrêter ou réduire la détérioration en cours, répondre aux besoins urgents de réparation des immeubles, régler les problèmes touchant la santé et la sécurité, et réduire le coût et la complexité des travaux futurs.
- Consulter des personnes en situation de handicap et d'autres experts en la matière, afin d'identifier les domaines où l'accessibilité et l'inclusion pourraient être améliorées dans l'environnement bâti, les actifs techniques, les bâtiments et les terrains de SPAC, y compris la Cité parlementaire.
- Continuer à identifier et à prioriser les projets de la Cité parlementaire selon un processus rigoureux et cyclique de planification du portefeuille, ainsi que la démonstration d'économies de coûts.

### **Exécution des initiatives complexes et à grande échelle**

La mise en œuvre efficace et efficiente des principales initiatives de SPAC peut être entravée en raison de la nature des travaux

complexes et à grande échelle (échelle du projet, complexité, dépendances des partenaires, évolution des exigences en matière de sécurité) ainsi que des événements mondiaux actuels (inflation, retards d'approvisionnement et limites de capacité de l'industrie) qui peuvent nuire à la crédibilité du ministère auprès des intervenants. En tant que propriétaire pour le gouvernement du Canada, il existe un risque continu d'occasions perdues pour SPAC d'accélérer la modernisation du milieu de travail de la fonction publique en raison de facteurs comme le ralentissement des projets en raison de problèmes d'approvisionnement et de fournitures, l'augmentation des coûts, les problèmes de capacité de la main-d'œuvre, l'incertitude quant aux besoins futurs des clients en matière de locaux et les défis du cadre financier actuel. Par conséquent, les activités d'atténuation suivantes, entre autres, sont en cours ou prévues pour atténuer le risque :

- Concevoir des contrats avec une flexibilité intégrée.
- Structurer, financer et accélérer les programmes de modernisation afin de concrétiser la vision du Milieu de travail GC.
- Élaborer des stratégies, des solutions, des attributions de coûts et des exigences en matière de sécurité, d'équipement scientifique, de GI/TI et de biens immobiliers pour faire avancer les projets et soutenir la communauté scientifique fédérale.
- Rafraîchir le Système national de gestion de projet et créer un modèle de cadre de gouvernance d'entreprise pour la gestion de projet afin de réduire ou d'atténuer l'incidence si le risque se matérialise.

## Résultats prévus pour Biens et infrastructure

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Biens et infrastructure, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de résultat ministériel 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix	Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	62 %	58 %	56,9 %	Au moins 54 %	31 mars 2024
	Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	47 %	48 %	48 %	Au moins 53 %	31 mars 2024
	Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont aménagés (modernisés) chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC	4,5 %	3,32 %	2,17 %	Au moins 4 %	31 mars 2024
	Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget	95 %	95 %	95 %	Au moins 95 %	31 mars 2024
	Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles	99,38 %	99,62 %	99,64 %	Au moins 99 %	31 mars 2024
	Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	132,66 \$ par m <sup>2</sup>	135,35 \$ par m <sup>2</sup>	172,31 \$ par m <sup>2</sup>	Au plus 173,18 \$ par m <sup>2</sup>	31 mars 2024
	Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada	Score total d'accessibilité des immeubles appartenant à l'État et gérés par SPAC et des immeubles obtenus par bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)	S.O. <sup>1</sup>	S.O. <sup>2</sup>	67 %	Au moins 100 %
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements <sup>3</sup>		58,1 %	57,6 %	57,1 %	Au moins 40 %	31 mars 2025 <sup>4</sup>

1. Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.

2. Ibid.

3. À l'appui des objectifs généraux établis dans le cadre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, SPAC a déjà réduit de 58,1 % ses émissions de GES, ce qui dépasse l'objectif de la Stratégie de développement durable fédérale de 40 % d'ici 2030. Cela représente la somme des initiatives en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES du portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État de SPAC, de la décarbonisation des réseaux d'électricité à l'échelle du pays et de l'achat de certificats d'énergie renouvelable.

4. La cible pour cet indicateur est de 40 % d'ici 2025 et de 90 % d'ici 2050.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xviii</sup>.

## Dépenses budgétaires prévues pour Biens et infrastructure

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Biens et infrastructure, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
3 410 522 465	3 410 522 465	3 426 970 107	3 633 495 150

L'écart dans les dépenses nettes prévues reflète l'approbation actuelle du financement du ministère pour réaliser ses grands projets de modernisation et de réhabilitation de l'infrastructure, comme le Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE), l'édifice du Centre, l'îlot 2, les projets au 100, rue Sparks et au 40, rue Elgin. Le financement sera rajusté si de futures approbations sont reçues.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xix</sup>](#).

## Ressources humaines prévues pour Biens et infrastructure

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
4 718	4 777	4 845

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xx</sup>](#). 

## Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité*

Afin d'aider au mieux le gouvernement à servir les Canadiens dans la langue officielle de leur choix, SPAC poursuivra la modernisation de ses outils pour fournir des services linguistiques plus rapides et de haute qualité. Par exemple, il finalisera la mise en œuvre de sa plateforme sécurisée de gestion des demandes de services linguistiques, GClingua, d'ici mars 2024, tout en poursuivant l'expérimentation de solutions d'intelligence artificielle. Le Bureau de la traduction continue à tirer parti des progrès technologiques pour outiller ses langagiers professionnels afin de mieux servir ses clients. Il continuera à collaborer avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux en 2023 à 2024 afin d'accroître l'accès à l'interprétation à distance pour les langues officielles, autochtones et étrangères et à l'interprétation vidéo à distance pour les langues des signes, tout en veillant à la santé et à la sécurité des interprètes, et à travailler avec le Parlement pour soutenir les séances virtuelles et assurer la capacité. En tant que leader au sein du gouvernement fédéral dans le domaine de l'interprétation en langue des signes et des communications accessibles, SPAC s'engage à appuyer la mise en œuvre de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. Le Bureau de la traduction étudiera la possibilité d'offrir des services supplémentaires pour assurer l'accès à l'information aux Canadiens et Canadiennes qui sont sourds, sourds et aveugles ou devenus sourds, et dont la langue principale de communication est l'American Sign Language ou la *Langue des signes québécoise*.

**Résultat ministériel :** *Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée*

En 2023 à 2024, le ministère cherchera à renforcer l'efficacité du régime d'intégrité pour atténuer davantage le risque posé par les fournisseurs non éthiques. De plus, le ministère continuera de prendre d'autres mesures afin de fournir au gouvernement du Canada des outils plus solides pour régler les situations avec les fournisseurs préoccupants et pour mieux réagir aux violations liées aux droits de la personne, à la traite des personnes et au travail forcé.

Afin d'appuyer les efforts du gouvernement dans sa lutte contre le blanchiment d'argent, SPAC finalisera le déploiement de son équipe de juricomptables spécialisés dans le soutien des enquêtes sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme menées par les forces de l'ordre dans tout le pays.

Le ministère renforcera l'intégrité de ses activités d'approvisionnement en tirant parti du centre anti-fraude pour mieux intégrer et coordonner les activités d'atténuation de la fraude à l'échelle du ministère et clarifier les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques. En outre, SPAC continuera à mettre en œuvre des techniques d'analyse de données afin d'améliorer les capacités de détection des fraudes du ministère.

Le ministère poursuivra également ses efforts dans le cadre de l'approche de prestation axée sur le client pour protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement en améliorant les processus du Programme de sécurité des contrats (p. ex. vérifications de sécurité ciblées) et du Programme des marchandises contrôlées (p. ex. améliorer la prestation par rapport aux normes de service et la conformité aux exigences). De plus, SPAC travaillera en collaboration avec Affaires mondiales Canada et le MDN pour négocier des accords généraux sur la sécurité de l'information avec des partenaires étrangers afin d'ouvrir de nouvelles possibilités d'approvisionnement pour les entreprises canadiennes. SPAC continuera d'accroître la visibilité globale et la promotion de la surveillance de l'équité afin de contribuer à la résolution rapide des lacunes en matière d'équité, à l'appui de marchés publics ouverts et transparents. Le ministère procédera également à une analyse des données afin d'identifier les tendances et de soutenir les améliorations continues dans la gestion des litiges contractuels, dans le but

d'éviter des retards coûteux dans la gestion des contrats et de prévenir la nécessité d'un recours officiel, tel qu'un litige.

Enfin, le ministère mettra en place un mécanisme de suivi des problèmes d'équité résolus en temps réel, afin d'aider davantage les agents d'approvisionnement à s'acquitter de leurs responsabilités en veillant à ce que les achats soient effectués de manière ouverte, équitable et transparente.

**Résultat ministériel :** *Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens*

SPAC continuera à améliorer et à faire évoluer les services à l'échelle du gouvernement pour s'assurer qu'ils sont flexibles, évolutifs, rentables et qu'ils répondent aux exigences et aux orientations des clients. Il fera évoluer ses offres de produits afin d'assurer une meilleure intégration entre les services existants et le nuage, d'introduire des fonctionnalités et des capacités supplémentaires en matière



Clare Gallant  
Interprète - American Sign Language



Frédérick Trudeau, int. a  
Interprète - Langue des signes québécoise

de technologie de l'information, ainsi que d'adapter les solutions et les offres de services aux clients.

SPAC continuera à fournir des services de numérisation et de saisie de données aux ministères et organismes fédéraux afin de soutenir l'amélioration des services aux Canadiens. En 2023 à 2024, les activités seront axées sur le déploiement d'un nouveau service de numérisation accessible, conforme aux exigences de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*; l'adoption et le déploiement d'une nouvelle génération d'outils de saisie de données conçus pour fonctionner avec des documents écrits à la main; et le déploiement du centre des opérations de continuité des activités à Winnipeg, au Manitoba.

Le ministère continuera également d'offrir des services spécialisés, comme l'Office des normes générales du Canada<sup>xxi</sup>, GCSurplus<sup>xxii</sup> et la gestion des biens saisis, au nom du gouvernement du Canada. Il fournira des services consultatifs et des conseils techniques sur la publicité du gouvernement du Canada et la recherche sur l'opinion publique, un droit d'accès aux sources de nouvelles électroniques, ainsi qu'un accès centralisé aux publications du gouvernement du Canada et une aide pour les localiser. SPAC continuera également à produire et à publier la Gazette du Canada, le journal officiel du gouvernement du Canada depuis 1841.

## Innovation

Afin de renforcer sa capacité à fournir des services de qualité en temps voulu, SPAC continuera de faire l'expérience de l'intelligence artificielle et d'autres technologies linguistiques émergentes en appui au travail des traducteurs et des interprètes, en leur permettant de concentrer leur expertise sur

Chaque jour, GCSurplus<sup>xxiii</sup> contribue à réduire l'empreinte carbone du Canada grâce au dessaisissement responsable des biens excédentaires. Au moyen de GCSurplus, SPAC gère la vente et le dessaisissement des biens excédentaires du gouvernement, facilitant ainsi leur réutilisation, et gère des programmes spéciaux visant à faciliter le détournement de certaines formes de déchets des sites d'enfouissement partout au pays.



la qualité, et de déterminer leur applicabilité et leur intégration future possible dans le flux de travail de traduction. Cette recherche comprend l'examen des applications de l'intelligence artificielle pour la traduction, l'interprétation à distance et la terminologie. De plus, le Bureau de la traduction participera à un projet de la Chambre des communes visant à offrir des services d'interprétation hors site en complément des services actuels fournis.

SPAC travaille aussi actuellement sur une initiative visant à transformer les pixels en données afin de garantir l'accessibilité de tous les fichiers et documents publiés sur les sites Web du gouvernement. Bien que les sites Web fédéraux répondent généralement aux normes d'accessibilité, SPAC explore des solutions

technologiques faisant appel à l'intelligence artificielle ou à l'automatisation des processus robotiques pour les intégrer aux processus d'imagerie actuels afin de produire des documents qui respectent toutes les directives en matière d'accessibilité. Si les résultats de cette initiative sont intéressants, la correction de l'accessibilité pourrait devenir un service supplémentaire fourni à d'autres ministères et organismes.

## Principaux risques

### Analyse des données

SPAC peut ne pas être en mesure d'accéder facilement à des données fiables et ne pas avoir l'expertise nécessaire pour les analyser afin de prendre des décisions opportunes et éclairées en raison de contraintes de main-d'œuvre et de limites dans l'intégration des systèmes, ce qui peut entraver les activités du ministère et le soutien aux clients, aux partenaires et aux autres intervenants. Dans le but d'atténuer ce risque, le ministère prendra les mesures suivantes :

- Développer la littéracie et la culture des données à SPAC en enrichissant les compétences et les connaissances par la formation.
- Tirer parti des initiatives de la direction générale et de l'appui continu pour continuer à faire évoluer les plateformes et les outils de l'entreprise afin de soutenir l'utilisation des données pour une prise de décision éclairée et des services axés sur la clientèle.

### Transformation numérique

SPAC pourrait ne pas être en mesure de migrer rapidement vers les systèmes de technologie de l'information modernes et fiables nécessaires, y compris l'expertise et les cyberprotections, afin de fournir efficacement

des services dans un environnement d'exploitation principalement numérique en raison des contraintes de capacité et des interdépendances des intervenants qui pourraient entraver le soutien au nouveau modèle de travail hybride du gouvernement du Canada. Il pourrait y avoir une incidence négative sur la réponse efficace et en temps opportun aux exigences et besoins axés sur le client à l'appui des programmes et des services des autres ministères.

Dans le but d'atténuer ce risque, le ministère prendra les mesures suivantes :

- Faire évoluer l'offre de produits.
- Soutenir la finalisation des options pour le modèle de prestation de services de l'initiative de renouvellement des voyages d'affaires.
- Élaborer, approuver et mettre en œuvre une stratégie infonuagique à l'échelle de l'entreprise.
- Migrer les infrastructures informatiques obsolètes et mettre en œuvre et intégrer des solutions de collaboration numériques et physiques.

### Protection de l'information

La confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des informations conservées par SPAC pourraient être compromises à la suite d'une divulgation, d'une modification, d'une destruction ou d'un retrait inapproprié ou non autorisé, y compris au moyen d'une faille dans la cybersécurité, ce qui pourrait nuire à la confiance des intervenants, perturber les opérations gouvernementales ou entraîner des responsabilités pour le gouvernement du Canada. Dans le but d'atténuer ce risque, le ministère prendra les mesures suivantes :

- Améliorer le programme de cybersécurité en investissant des ressources en temps opportun.

- Mettre en œuvre et intégrer des solutions de collaboration numérique et physique pour SPAC grâce à une infrastructure réseau optimisée, fiable, disponible, performante et sécurisée.
- Planifier et mettre en œuvre d'autres améliorations de l'intégrité des données.

### **Fraude et autres actes répréhensibles**

SPAC pourrait faire face à des menaces de fraude, de collusion et d'autres formes d'actes répréhensibles qui pourraient avoir une incidence sur la confiance des clients et des intervenants et entraîner des responsabilités juridiques ou financières pour le gouvernement du Canada. En s'appuyant sur le centre anti-fraude, SPAC entreprendra de formaliser son cadre de gestion des risques de fraude et de codifier les rôles et responsabilités pour les activités anti-fraude dans tout le ministère. En outre, SPAC s'efforcera d'améliorer ses fonctions de surveillance du risque de fraude et de gouvernance, en particulier celles liées au processus d'évaluation du risque de fraude.

### **Recrutement et maintien en poste**

SPAC pourrait ne pas être en mesure d'attirer et de conserver une main-d'œuvre qualifiée, engagée et diversifiée en raison des conditions du marché du travail et des incertitudes liées à l'évolution du travail qui pourraient nuire

à la santé et au bien-être des employés ainsi qu'à la réalisation du mandat de SPAC.

Il est également possible qu'un fossé de compétences se creuse entre l'industrie langagière et sa future main-d'œuvre, en raison de la disponibilité limitée de programmes linguistiques postsecondaires. De plus, la pénurie mondiale dans la profession d'interprète se traduit par un déficit continu de capacité. Par conséquent, cela nuit à la capacité de SPAC à recruter et à retenir des professionnels des langues.

Afin d'atténuer ce risque, SPAC effectuera ce qui suit :

- Continuer à s'engager auprès des intervenants du secteur langagier canadien.
- Continuer à explorer des solutions novatrices pour accroître les capacités et retenir les talents, y compris le recrutement international de professionnels des langues.
- Continuer à retenir les services de professionnels des langues du secteur privé, selon les besoins, afin de mieux répondre à la demande qui fluctue constamment.
- Continuer à travailler étroitement avec les administrations de la Chambre des communes et du Sénat pour améliorer les conditions de travail des interprètes.

## Résultats prévus pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de résultat ministériel 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité	Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur	S.O. <sup>1</sup>	84,1 %	81,47 %	Au moins 85 %	31 mars 2024
	Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction	87,8 %	89,8 %	90 %	Au moins 90 %	31 mars 2024
Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée	Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures (deux heures en cas d'urgence)	99 %	99 %	99 %	Au moins 90 %	31 mars 2024
	Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés	98 %	84 %	99 %	Au moins 85 %	31 mars 2024
Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens	Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC <sup>2</sup>	S.O. <sup>3</sup>	76 %	66 %	Au moins 87 %	31 mars 2024
	Pourcentage des normes de service de SPAC respectées	73 %	65 %	75 %	Au moins 87 %	31 mars 2024

1. Auparavant, cet indicateur était séparé en trois indicateurs représentant les trois services linguistiques du Bureau de la traduction : la traduction, l'interprétation et la terminologie. En 2020 à 2021, ils ont été fusionnés en un seul indicateur. Il n'était pas possible de fournir un résultat pour 2019 à 2020, parce que seul le résultat pour la composante « terminologie » était disponible.
2. Cet indicateur et la méthodologie connexe ont été révisés au cours du processus de modification du Cadre ministériel des résultats 2022 à 2023.
3. Les pratiques de mesure des clients ont été modifiées en 2018 à 2019. Les données pour cette année-là n'étaient alors pas disponibles, ce qui n'a pas permis de fournir un résultat dans le Rapport sur les résultats ministériels (RRM) de 2018 à 2019 ainsi que dans le RRM de 2019 à 2020.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xxiv</sup>.

## Dépenses budgétaires prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
156 544 379	156 544 379	136 961 762	135 580 873

La diminution des dépenses nettes prévues s'explique principalement par les économies produites par les technologies comme la traduction automatique neuronale, ainsi qu'à l'augmentation des tarifs des services de traduction et à l'extinction du financement temporaire des services parlementaires à distance et hybrides.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxv</sup>](#).

## Ressources humaines prévues pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
2 690	2 708	2 711

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxvi</sup>](#). 

## Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

### Faits saillants de la planification

**Résultat ministériel :** *Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements*

En 2023 à 2024, le BOA continuera d'échanger de l'information et de sensibiliser les fournisseurs canadiens et les organisations fédérales aux questions d'approvisionnement en les invitant à se renseigner sur les défis et les possibilités en matière d'approvisionnement et à les informer à propos de ses services. Le BOA suivra les tendances et les développements en matière d'approvisionnement fédéral et en fera rapport.

**Résultat ministériel :** *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends*

Conformément à la devise du BOA « Nous sommes là pour vous aider », le Bureau continuera d'offrir des services de règlement des différends peu coûteux aux fournisseurs et aux organisations fédérales lorsque des différends surviennent pendant l'exécution d'un contrat. Les médiateurs certifiés du BOA s'efforcent de résoudre les enjeux et les différends liés à l'approvisionnement le plus rapidement et le plus officieusement possible en rétablissant les voies de communication entre les fournisseurs et les ministères. Lorsque les problèmes ne peuvent être résolus de manière informelle, les services de médiation du BOA aident les parties à un contrat fédéral à résoudre leurs différends et à adopter un accord de règlement.

**Résultat ministériel :** *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales*

Le BOA s'occupera des problèmes liés à l'approvisionnement en examinant certaines plaintes de fournisseurs relatives à l'attribution d'un marché fédéral d'acquisition de biens dont la valeur est inférieure à 30 300 \$ et de services dont la valeur est inférieure à 121 200 \$. Le BOA peut aussi examiner toute plainte concernant l'administration de certains marchés quelle que soit leur valeur monétaire. Le BOA examinera davantage les pratiques d'approvisionnement des organismes fédéraux afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence. Les examens seront publiés sur le site Web du BOA afin de partager à la fois les pratiques exemplaires et les faiblesses identifiées dans les examens.

### Analyse comparative entre les sexes plus

Le BOA continuera à appliquer une optique de diversité et d'inclusion à toutes ses interactions avec des tiers, y compris les ministères, les fournisseurs et le grand public. Le BOA s'engage à cerner et à prévenir de manière proactive les obstacles pour les employés et les intervenants externes en vue de soutenir la priorité du gouvernement de créer un Canada sans obstacle d'ici 2040. Au cours de l'exercice financier, le BOA participera activement au sous-comité sur la diversité et l'inclusion de la Fédération canadienne des bureaux de

l'ombudsman, qui est un forum permettant aux organismes fédéraux d'ombudsman de tout le Canada de communiquer des informations sur les programmes, les initiatives et les pratiques exemplaires qui favoriseront un milieu de travail diversifié, inclusif et équitable.

Le BOA est engagé pour chacun des facteurs de l'appel à l'action en faveur de la lutte contre le racisme, de l'équité et de l'inclusion dans la fonction publique fédérale. En appui à ces engagements, le BOA :

- Saisira des informations supplémentaires au moyen du calendrier annuel de sensibilisation sur le nombre d'activités de sensibilisation et d'engagements tenus par an expressément avec les entreprises détenues ou dirigées par des peuples autochtones, des Canadiens noirs et racisés, des femmes, des Canadiens 2ELGBTQI+ et d'autres groupes sous-représentés.

- Sollicitera la rétroaction des fournisseurs lors des séances de discussion ouverte et des sommets sur la diversité pour connaître les obstacles potentiels auxquels ils sont confrontés, dans les domaines de l'ACS Plus et en rendre compte chaque année.

### Principaux risques

Afin d'atténuer les risques possibles à l'exécution de son mandat, le BOA :

- Se tiendra au fait des tendances, des développements et des initiatives actuels dans le domaine de l'approvisionnement fédéral afin de maximiser la qualité et la valeur des recommandations et des résultats du BOA.
- Collaborera étroitement avec les intervenants fédéraux en matière d'approvisionnement pour s'assurer qu'ils tiennent compte des répercussions de leurs actions et demeurent axés sur les besoins des personnes qu'ils servent.

## Résultats prévus pour Ombudsman de l'approvisionnement

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Ombudsman de l'approvisionnement, les résultats prévus, les indicateurs de résultats, les cibles et les dates cibles pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les résultats réels des trois derniers exercices pour lesquels des résultats réels sont disponibles.

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de résultat ministériel 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements	Nombre d'activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d'autres intervenants	87	51	64	Au moins 48	31 mars 2024
	Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation	9	13	12	Au moins 6	31 mars 2024
	Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre	S.O. <sup>1</sup>	S.O. <sup>2</sup>	48 %	Au moins 5 %	31 mars 2024
	Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre	S.O. <sup>3</sup>	S.O. <sup>4</sup>	S.O. <sup>5</sup>	Au moins 10 %	31 mars 2024

## Résultats prévus pour Ombudsman de l'approvisionnement (suite)

Résultat ministériel 2023 à 2024	Indicateur de résultat ministériel 2023 à 2024	Résultat réel 2019 à 2020	Résultat réel 2020 à 2021	Résultat réel 2021 à 2022	Cible pour 2023 à 2024	Date d'atteinte de la cible
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends	Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties	100 %	100 %	0 %	Au moins 75 %	31 mars 2024
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales	Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives	100 %	100 %	100 %	100 %	31 mars 2024
	Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures	100 %	100 %	S.O. <sup>6</sup>	100 %	31 mars 2024

1. Nouvel indicateur depuis 2021 à 2022.

2. Ibid.

3. Nouvel indicateur depuis 2022 à 2023.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Le résultat n'est pas disponible parce que le Bureau de l'ombudsman n'a pas mené à bien d'examen de suivi en 2021 à 2022 pour mesurer le pourcentage de recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures. Toutefois, deux examens de suivi ont été lancés au cours de l'exercice et devraient être terminés en 2022 à 2023.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxvii</sup>](#).

## Dépenses budgétaires prévues pour Ombudsman de l'approvisionnement

Le tableau ci-dessous présente, pour la responsabilité essentielle Ombudsman de l'approvisionnement, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
4 249 776	4 249 776	4 249 776	4 249 776

Il n'y a aucun écart important dans les dépenses prévues nettes.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxviii</sup>](#).

## Ressources humaines prévues pour Ombudsman de l’approvisionnement

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s’acquitter de cette responsabilité essentielle pour l’exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d’équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d’équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d’équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
30	30	30

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l’[InfoBase du GC<sup>xxix</sup>](#). 



# Services internes : résultats prévus

Les services internes sont les services fournis au sein d'un ministère afin qu'il puisse respecter ses obligations et exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance;
- services des communications;
- services juridiques;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion des finances;
- services de gestion de l'information;
- services de technologie de l'information;
- services de gestion des biens immobiliers;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion des acquisitions.

## Faits saillants de la planification

### Services de communication

Le ministère continue d'améliorer la façon dont il communique avec les Canadiens et ses employés en utilisant de nouvelles technologies et approches. Il s'agit notamment d'activités de communication adaptées au public, telles que l'amélioration des relations avec les médias, la mise en récit, l'utilisation accrue du contenu multimédia et l'amplification du contenu des médias sociaux. Ces activités et d'autres seront déployées à l'interne et à l'externe pour communiquer et soutenir le travail et les réalisations du ministère. En 2023 à 2024, les plateformes Internet et intranet de SPAC seront modernisées afin de répondre aux exigences du gouvernement relatives au Web et de soutenir une approche centrée sur l'utilisateur, accessible et axée sur les tâches pour la fourniture d'informations et de services. Le ministère cherchera également d'autres occasions de renforcer l'ouverture et la transparence, en publiant des informations de manière proactive chaque fois que cela sera possible.

### Services de gestion des ressources humaines

En ce qui concerne la diversité et l'inclusion, SPAC poursuivra la mise en œuvre de son plan d'action 2022 à 2025 pour la diversité

et l'inclusion en se concentrant sur le changement de la culture de travail et en favorisant un environnement qui soutient et inclut la diversité. Ce plan comprend des initiatives telles que la mise en œuvre de stratégies de recrutement de talents divers pour soutenir l'embauche inclusive de groupes en quête d'équité. Il comprend également l'élaboration de programmes qui s'attaquent aux obstacles systémiques dans la gestion des talents et qui garantissent que les activités de développement du leadership entraînent une augmentation des taux de rétention et des possibilités d'avancement pour les groupes en quête d'équité. Le ministère renforcera son engagement envers ses réseaux de diversité et le groupe de travail ministériel de lutte contre le racisme, la culture du lieu de travail et l'équité, notamment en poursuivant un dialogue actif pour mieux comprendre les obstacles et en cherchant à obtenir des commentaires sur les politiques et les programmes.

SPAC mettra également en œuvre son premier plan sur l'accessibilité, qui définit les objectifs et les cibles du ministère en matière d'accessibilité pour 2023 à 2025 et regroupe des initiatives, des pratiques et des stratégies de grande envergure. Ce plan vise à rendre SPAC pleinement accessible et inclusif pour ses employés et pour les Canadiens.

SPAC élabore et met en œuvre son plan d'action ministériel pour les langues officielles. Le plan vise à favoriser un milieu de travail inclusif, diversifié et propice à l'utilisation des deux langues officielles, et respectueux des droits linguistiques des Canadiens, des employés de SPAC et des employés des ministères et organismes fédéraux qu'il dessert.

SPAC continuera à fournir des outils, des services, des ressources et des possibilités d'apprentissage en matière de santé mentale et de bien-être aux gestionnaires et aux employés au moyen de consultations virtuelles et en personne, y compris des services et des ressources en matière d'accessibilité. Le ministère continuera à promouvoir sa stratégie en matière de santé mentale, de bien-être et d'inclusion et sa boîte à outils d'intégration à l'accessibilité, qui visent à répondre aux besoins des employés en matière de santé, de respect, d'inclusion et de soutien dans un environnement de travail qui favorise leur engagement. SPAC va également renouveler et agrandir son programme de soutien par les pairs « L'oreille attentive » et recruter activement des bénévoles ayant une expérience vécue et représentant des groupes en quête d'équité.

Créé en 2017, le Bureau de l'ombudsman de la santé mentale et du mieux-être des employés de SPAC est une entité indépendante qui relève directement du sous-ministre. En 2023 à 2024, le Bureau continuera d'offrir un espace sûr et confidentiel à tous les employés, à tous les niveaux, et dans tout le pays, et d'élaborer conjointement des options afin de répondre à leurs problèmes propres au milieu de travail. Il organisera également des activités visant à sensibiliser les employés de SPAC à la diversité et à l'inclusion, à soutenir un environnement qui favorise un espace sûr

pour discuter et apprendre des différentes expériences, opinions, croyances et cultures, et à réduire les divers obstacles liés à l'embauche dans le secteur public. Le Bureau de l'ombudsman respecte les normes de pratique strictes établies par l'International Ombuds Association (Association internationale des ombudsmans), notamment l'indépendance, la confidentialité, l'impartialité et le caractère informel des services professionnels fournis. Le Bureau de l'ombudsman continuera à soutenir et à harmoniser ses services et initiatives avec le Plan d'action pour la diversité et l'inclusion de SPAC.

### **Services de gestion et de surveillance**

SPAC optimisera son programme de sécurité dans l'ensemble du ministère en continuant à mettre en œuvre le nouveau plan de sécurité ministériel triennal qui soutient la réalisation de projets de sécurité jusqu'à l'exercice financier 2025. Ces projets soutiennent les activités d'atténuation des risques ainsi que les activités de maturité des programmes afin de renforcer les bases de la sécurité à SPAC. Les risques liés à la sécurité identifiés par le ministère seront atténués au moyen des contrôles de sécurité énumérés dans la *Politique sur la sécurité du gouvernement*<sup>xxx</sup> du gouvernement du Canada et dans les politiques de SPAC. Ces contrôles visent à protéger les personnes, les renseignements, les services et les actifs et permettent au ministère de gérer les risques en matière de sécurité. Les services de sécurité du ministère soutiennent la mise en œuvre d'un espace de travail hybride en évolution au moyen de services de sécurité et de surveillance.

SPAC a récemment mis en place son bureau de gestion des projets stratégiques d'entreprise, une organisation horizontale interne qui vise à renforcer la gestion des projets par la

normalisation, la centralisation des rapports et la mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce afin de diminuer les risques et d'augmenter la réalisation des bénéfices des projets de SPAC. En 2023 à 2024, ce bureau finalisera un plan stratégique pour la gestion de projet qui identifiera les priorités de la communauté de gestion de projet de SPAC pour les trois prochaines années.

## **Planification de l'attribution des marchés aux entreprises autochtones**

### **Partie 1 : Sommaire de la planification de haut niveau et principaux points saillants**

SPAC s'est engagé envers une réconciliation économique avec les peuples autochtones et contribuera à améliorer les résultats socio-économiques en augmentant les possibilités pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis par l'entremise du processus d'approvisionnement fédéral.

Le Conseil du Trésor (CT) a publié en avril 2022 les nouvelles *Procédures obligatoires pour les marchés attribués aux entreprises autochtones* dans le cadre de la Directive sur la gestion de l'approvisionnement du CT, donnant aux ministères jusqu'à la fin de l'exercice 2024 à 2025 pour atteindre ou dépasser l'objectif de 5 %. Les procédures obligatoires établissent des exigences en matière d'élaboration des politiques et d'établissement de rapports pour les ministères.

Dans le cadre des efforts déployés par SPAC pour accroître la participation des entreprises autochtones dans les processus d'approvisionnement fédéral, SPAC a accru ses activités de rayonnement auprès de l'industrie et des entrepreneurs et des entreprises détenues

et dirigées par des Autochtones. Soutien en approvisionnement Canada et les bureaux régionaux de SPAC appuient les petites et moyennes entreprises dans le processus d'approvisionnement fédéral, en ciblant particulièrement les groupes qui sont sous-représentés dans les chaînes d'approvisionnement fédérales, tels que les personnes et les entreprises autochtones.

Par exemple, entre octobre 2022 et mars 2023, Soutien en approvisionnement Canada a dirigé ou codirigé un certain nombre de séances d'information nationales et régionales destinées aux entreprises, aux communautés et aux associations autochtones. Ces séances, tenues virtuellement, en personne ou dans des formats hybrides, permettent, d'une part, de rassembler des entreprises, des communautés et des associations autochtones pour les sensibiliser à l'objectif de 5 % de participation autochtone aux marchés publics fédéraux fixé par le gouvernement du Canada, et d'autre part, de leur fournir de l'information sur les programmes et les services fédéraux de soutien des capacités. De plus, dans le cadre de ces séances, SPAC a encouragé les entreprises autochtones à s'inscrire au Répertoire des entreprises autochtones de Services aux Autochtones Canada. Soutien en approvisionnement Canada utilise aussi diverses stratégies de communication, y compris des messages directs aux entreprises autochtones, et participe à des événements organisés par des partenaires clés pour faire valoir les avantages de s'inscrire à ce répertoire.

Soutien en approvisionnement Canada offre également des ateliers sur le processus d'approvisionnement fédéral en général, et fournit un encadrement individuel aux propriétaires de petites entreprises et aux entrepreneurs pour s'assurer qu'ils sont

prêts à soumissionner. À l'interne au sein de SPAC, la collaboration est continue dans le but de partager les expériences des petites entreprises et des entrepreneurs, notamment en identifiant les obstacles qui freinent la participation de ces entreprises au processus d'approvisionnement fédéral et en travaillant pour trouver des solutions.

SPAC continuera d'élaborer des outils et directives pour aider la communauté d'approvisionnement à accroître la participation des entrepreneurs, des entreprises et des communautés autochtones. Ces outils et directives comprennent la prestation de conseils visant précisément à soutenir le respect du mandat de 5 %, à accroître les possibilités de sous-traitance par le truchement de plans de participation des Autochtones (PPA) et à tirer parti des réalisations et des possibilités énoncées dans les obligations d'approvisionnement contenues dans les traités modernes.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et Services aux Autochtones Canada dirigent l'élaboration de processus et de procédures d'établissement de rapports. SPAC appuie ces efforts pour s'assurer qu'il s'acquitte de ses obligations en matière de rapports en tant que ministère et qu'il soutient la reddition de comptes des autres ministères fédéraux en tant que fournisseur de services communs. Le ministère s'efforce également d'améliorer ses directives en matière de données et de rapports ainsi que de renforcer l'intégrité et la vérification des données. Ces efforts sont directement soutenus par la mise en œuvre réussie et l'amélioration continue de son système d'approvisionnement électronique (SAE), qui permettra aux fournisseurs, y compris les entreprises autochtones, de faire affaire plus facilement avec le gouvernement du Canada.

La reddition de comptes liée aux procédures obligatoires se fera en plusieurs phases. Les ministères qui font partie de la phase 1, dont SPAC, devront rendre des comptes à l'automne 2023. Les résultats des ministères de la phase 1 pour l'exercice 2022 à 2023 pour ce qui est de l'attribution de 5 % de la valeur de leurs contrats à des entreprises autochtones seront rendus publics au printemps 2024, lorsque Services aux Autochtones Canada publiera ses rapports finaux.

De plus, SPAC est tenu d'indiquer à Services aux Autochtones Canada les besoins d'approvisionnement susceptibles d'avoir le plus d'impact sur l'objectif de passation de marchés de SPAC avec des entreprises autochtones. La stratégie préliminaire de SPAC pour l'exercice 2022 à 2023 comprenait une approche ambitieuse visant à offrir des possibilités ciblées d'approvisionnement de faible valeur aux fournisseurs autochtones. SPAC prévoit se concentrer davantage sur les approvisionnements à valeur plus élevée en 2023 à 2024. Le ministère continuera à fournir de l'information sur ces possibilités à Services aux Autochtones Canada, à suivre les possibilités de favoriser les fournisseurs autochtones et, lorsque cela est possible, à encourager la sous-traitance auprès de ces fournisseurs par les titulaires de marchés non autochtones.

## **Partie 2 : Information sur l'application des exceptions approuvées par l'administrateur général**

Les exceptions ne seront envisagées que dans les cas où il serait impossible de proposer des marchés à des fournisseurs autochtones et où ces possibilités ne pourraient être comprises dans le calcul des objectifs de planification. Aucune exception n'avait été demandée au moment de la rédaction du présent plan.

### Partie 3 : Objectifs pour les exercices 2022 à 2023 et 2023 à 2024

Description du champ de déclaration de 5 %	Objectif réel (en %) en 2021 à 2022	Objectif prévu (en %) en 2022 à 2023	Objectif prévu (en %) en 2023 à 2024
Pourcentage total de marchés accordés à des entreprises autochtones	S.O.	2,1 % <sup>1</sup>	5 % <sup>2</sup>

1. Ces prévisions reposent sur des données préliminaires compilées jusqu'à la fin de novembre 2022, selon la méthodologie décrite dans la directive du CT, qui exige que les ministères n'incluent que les entreprises figurant dans le Répertoire des entreprises autochtones (créées à l'appui de la *Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones*<sup>xxx</sup>), ainsi que dans les listes de traités modernes. La méthode de collecte continue d'être étoffée.
2. Cet objectif a été déclaré par SPAC dans son exercice d'établissement des objectifs de 2022 à 2023 et fourni à Services aux Autochtones Canada. SPAC continue de travailler en étroite collaboration avec Services aux Autochtones Canada et les entreprises autochtones afin d'augmenter le nombre d'inscriptions au Répertoire des entreprises autochtones.

Le contexte et les contraintes qui suivent s'appliquent :

- Ces chiffres reflètent les marchés attribués par SPAC à titre de ministère et ne comprennent pas les marchés attribués par SPAC au nom d'autres ministères et organismes gouvernementaux en tant que fournisseur de services communs d'approvisionnement.
- Ces chiffres ne tiennent pas compte des transactions avec les fournisseurs reconnus exclusivement dans le cadre des Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG ou traités modernes). Des efforts sont actuellement déployés pour isoler les données connexes afin de tenir compte de cet élément.
- Ces chiffres ne tiennent pas compte des contrats de sous-traitance avec les fournisseurs autochtones. Des efforts sont actuellement déployés pour isoler les données connexes afin de tenir compte également de cet élément.

### Partie 4 : Autres mesures à l'interne à SPAC

SPAC continuera de se concentrer sur la sensibilisation, l'orientation et l'établissement de rapports pour favoriser la réussite du mandat minimum de 5 % pour les entreprises

autochtones. Des efforts supplémentaires seront déployés, dont les suivants :

- Offrir des services de sensibilisation et d'éducation par l'entremise du haut fonctionnaire désigné pour la gestion des approvisionnements et du coordonnateur des approvisionnements auprès des entreprises autochtones de SPAC. Ces efforts se poursuivront au cours des années à venir afin de favoriser au sein de SPAC une bonne compréhension de la façon de mieux travailler avec les entreprises autochtones et les personnes qui les possèdent.
- Travailler dans le but d'harmoniser un certain nombre d'organes de gouvernance ministériels afin de s'assurer que l'accent est mis sur l'avancement de cette initiative au moyen d'une culture de compréhension et de réconciliation.
- Stimuler davantage de sources d'approvisionnement autochtones en utilisant les outils et les approches d'approvisionnement de SPAC afin de rechercher des sources de fournisseurs autochtones encore inexploitées et de collaborer avec Services aux Autochtones Canada pour que ces fournisseurs puissent être validés et inscrits au Répertoire des entreprises autochtones.

## Dépenses budgétaires prévues pour les Services internes

Le tableau ci-dessous présente, pour Services internes, les dépenses budgétaires pour l'exercice 2023 à 2024 ainsi que les dépenses prévues pour cet exercice et les deux exercices suivants.

Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
279 731 031	279 731 031	264 490 871	268 056 036

L'écart dans les dépenses nettes prévues reflète principalement les fluctuations des besoins de financement pour les projets de technologie de l'information, comme la plateforme fiable du gouvernement du Canada (PFGC) et la convergence numérique.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxxii</sup>](#).

## Ressources humaines prévues pour Services internes

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le ministère aura besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle pour l'exercice 2023 à 2024 et les deux exercices suivants.

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
3 259	3 237	3 233

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC<sup>xxxiii</sup>](#). 

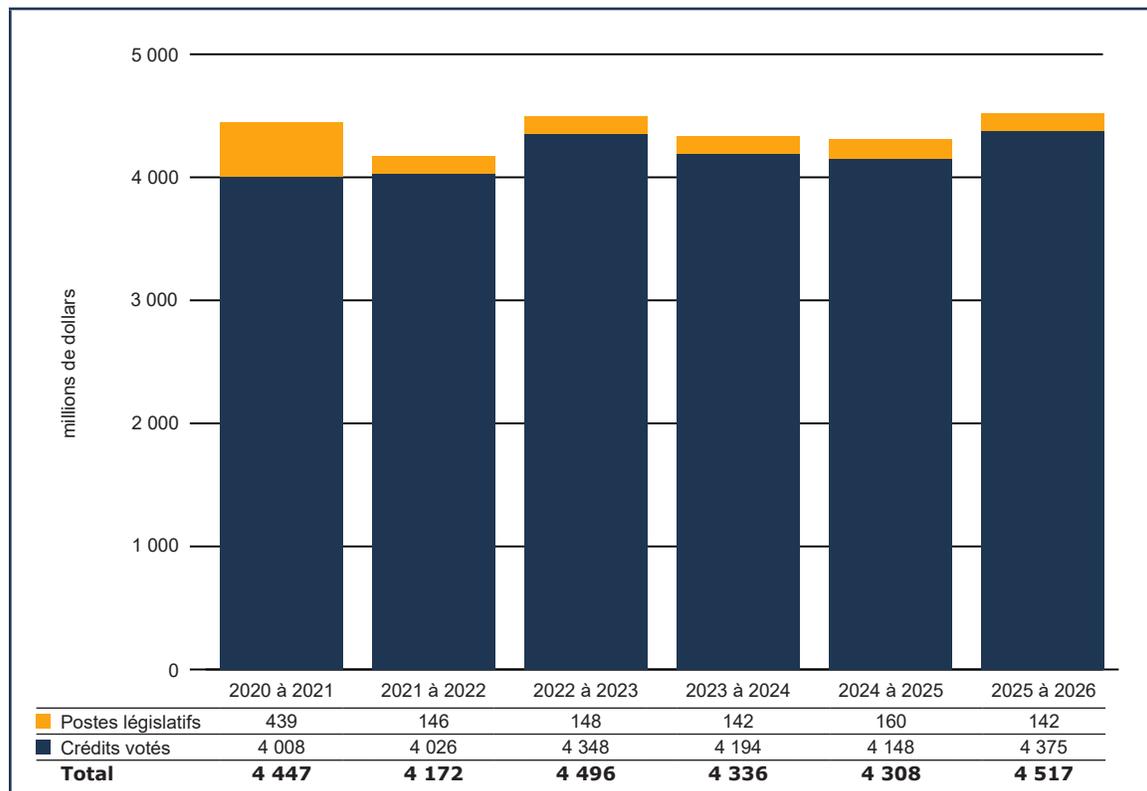
# Dépenses et ressources humaines prévues

Cette section donne un aperçu des dépenses et des ressources humaines du ministère prévues pour les trois prochains exercices et compare les dépenses prévues pour l'exercice 2023 à 2024 avec les dépenses réelles pour l'exercice en cours et l'exercice précédent.

## Dépenses prévues

### Dépenses ministérielles de l'exercice 2020 à 2021 à l'exercice 2025 à 2026

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Le graphique des tendances relatives aux dépenses du ministère présente les tendances des dépenses prévues et réelles du ministère au fil du temps. Les données qui représentent les dépenses réelles (de l'exercice 2020 à 2021 à l'exercice 2021 à 2022), les dépenses projetées (exercice 2022 à 2023) et les dépenses prévues (de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2025 à 2026) sont réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

L'analyse des écarts entre les dépenses réelles, les dépenses projetées et les dépenses prévues est présentée dans la section « Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes ».

## Sommaire de la planification budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les dépenses pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour ses services internes pour 2023 à 2024 et les autres exercices pertinents.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses réelles 2020 à 2021	Dépenses réelles 2021 à 2022	Dépenses projetées 2022 à 2023	Dépenses budgétaires 2023 à 2024 (comme indiqué dans le Budget principal des dépenses)	Dépenses prévues 2023 à 2024	Dépenses prévues 2024 à 2025	Dépenses prévues 2025 à 2026
Achat de biens et de services	505 799 452	248 612 162	179 715 858	165 857 889	165 857 889	156 827 378	157 440 393
Paiements et comptabilité	620 095 297	584 208 702	626 578 435	318 700 151	318 700 151	318 329 073	317 683 322
Biens et infrastructure	2 755 014 069	2 821 959 418	3 158 804 845	3 410 522 465	3 410 522 465	3 426 970 107	3 633 495 150
Soutien à l'échelle du gouvernement	181 625 449	155 082 347	160 252 956	156 544 379	156 544 379	136 961 762	135 580 873
Ombudsman de l'approvisionnement	4 091 748	3 995 892	4 974 428	4 249 776	4 249 776	4 249 776	4 249 776
<b>Total partiel</b>	<b>4 066 626 015</b>	<b>3 813 858 521</b>	<b>4 130 326 522</b>	<b>4 055 874 660</b>	<b>4 055 874 660</b>	<b>4 043 338 096</b>	<b>4 248 449 514</b>
Services internes	380 244 932	358 493 710	365 925 580	279 731 031	279 731 031	264 490 871	268 056 036
<b>Total</b>	<b>4 446 870 947</b>	<b>4 172 352 231</b>	<b>4 496 252 102</b>	<b>4 335 605 691</b>	<b>4 335 605 691</b>	<b>4 307 828 967</b>	<b>4 516 505 550</b>

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

- De 2023 à 2024, le ministère prévoit dépenser environ **161 millions de dollars** de moins qu'en 2022 à 2023. Cette diminution est principalement attribuable à ce qui suit :
  - La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des transactions de paye. Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.
  - La diminution des besoins de financement des projets de technologie de l'information.
  - Cette diminution est partiellement compensée par :
    - Le financement pour la réalisation des projets immobiliers et d'infrastructure du ministère.
- De 2025 à 2026, le ministère prévoit dépenser **181 millions de dollars** de plus qu'en 2023 à 2024. Cette augmentation est attribuable à ce qui suit :
  - L'approbation de financement actuelle du ministère accordée en vue de la modernisation des grands projets d'infrastructure. Le financement sera rajusté si de futures approbations sont reçues.

## Sommaire des dépenses budgétaires brutes et nettes prévues pour 2023 à 2024 (en dollars)

Le tableau ci-dessous fait le rapprochement des dépenses brutes prévues et des dépenses nettes prévues pour 2023 à 2024.

Responsabilités essentielles et Services internes	Dépenses brutes prévues 2023 à 2024	Recettes prévues affectées aux dépenses 2023 à 2024	Dépenses nettes prévues 2023 à 2024
Achat de biens et de services	322 769 241	156 911 352	165 857 889
Paiements et comptabilité	496 118 144	177 417 993	318 700 151
Biens et infrastructure	6 545 459 787	3 134 937 322	3 410 522 465
Soutien à l'échelle du gouvernement	497 164 825	340 620 446	156 544 379
Ombudsman de l'approvisionnement	4 249 776	0	4 249 776
<b>Total partiel</b>	<b>7 865 761 773</b>	<b>3 809 887 113</b>	<b>4 055 874 660</b>
Services internes	364 473 074	84 742 043	279 731 031
<b>Total</b>	<b>8 230 234 847</b>	<b>3 894 629 156</b>	<b>4 335 605 691</b>

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme Locaux fédéraux et Infrastructure des Services immobiliers, ainsi que par ses trois fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (FRSI) perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme Locaux fédéraux et Infrastructure des Services immobiliers génère des revenus principalement en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement, en préparant des espaces à l'occupation et en produisant et en distribuant des services publics.

Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO), qui fournit des services de voyage et d'achat de vaccins, ainsi que par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (FRBT) qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques.

## Ressources humaines prévues

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les ressources humaines, en équivalents temps plein réels, pour chaque responsabilité essentielle de Services publics et Approvisionnement Canada et pour ses services internes pour 2023 à 2024 et les autres exercices pertinents.

### Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et Services internes	Équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Équivalents temps plein réels 2021 à 2022	Équivalents temps plein projetés 2022 à 2023	Équivalents temps plein prévus 2023 à 2024	Équivalents temps plein prévus 2024 à 2025	Équivalents temps plein prévus 2025 à 2026
Achat de biens et services	1 910	2 106	2 193	2 291	2 312	2 320
Paiements et comptabilité	4 684	4 585	4 792	2 438	2 420	2 429
Biens et infrastructure	4 226	4 405	4 650	4 718	4 777	4 845
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 579	2 514	2 653	2 690	2 708	2 711
Ombudsman de l'approvisionnement	29	28	29	30	30	30
<b>Total partiel</b>	<b>13 428</b>	<b>13 638</b>	<b>14 317</b>	<b>12 167</b>	<b>12 246</b>	<b>12 335</b>
Services internes	3 195	3 138	3 263	3 259	3 237	3 233
<b>Total</b>	<b>16 623</b>	<b>16 776</b>	<b>17 580</b>	<b>15 426</b>	<b>15 483</b>	<b>15 569</b>

*Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*

## Budget des dépenses par crédit voté

Des renseignements sur les crédits de Service publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans le Plan de dépenses du gouvernement et budget principal des dépenses 2023 à 2024<sup>xxxiv</sup>.

## État des résultats condensé prospectif

L'état des résultats condensé prospectif donne un aperçu des opérations de Services publics et Approvisionnement Canada de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2023 à 2024.

Les montants des prévisions et les montants prévus dans le présent état des résultats ont été préparés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les montants des prévisions et les montants prévus qui sont présentés dans d'autres sections du plan ministériel ont été établis selon la méthode de comptabilité axée sur les dépenses. Les montants peuvent donc différer.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, notamment un rapprochement des coûts de fonctionnement nets et des autorisations demandées, se trouvent sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada<sup>xxxv</sup>.

## État des résultats condensé prospectif pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats projetés 2022 à 2023	Résultats prévus 2023 à 2024	Écart (résultats prévus 2023 à 2024 moins résultats projetés 2022 à 2023)
Total des dépenses	6 995 729 403	6 461 278 617	(534 450 786)
Total des revenus	3 381 890 256	3 091 088 598	(290 801 658)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 613 839 147	3 370 190 019	(243 649 128)

Le coût de fonctionnement net devrait diminuer de 243,6 millions de dollars en 2023 à 2024 par rapport à 2022 à 2023. Cette diminution est principalement attribuable à :

- La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré de transactions de paye. Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.
- La diminution des besoins de financement des projets de technologie de l'information.



# Renseignements ministériels

## Profil organisationnel

**Ministre de tutelle :** Helena Jaczek, c.p., députée

**Administrateur général :** Paul Thompson

**Portefeuille ministériel :** Services publics et Approvisionnement Canada

**Instruments habilitants :** La *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*<sup>xxxvi</sup> établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

**Année d'incorporation ou de création :** 1841

**Autres :** La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- *Loi sur Services partagés*<sup>xxxvii</sup>
- *Loi sur la capitale nationale*<sup>xxxviii</sup>
- *Loi sur la Société canadienne des postes*<sup>xxxix</sup>
- *Loi sur l'expropriation*<sup>xl</sup>
- *Loi sur la production de défense*<sup>xli</sup>
- *Loi sur l'administration des biens saisis*<sup>xlii</sup>
- *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*<sup>xliii</sup>
- *Loi sur la gestion des finances publiques*<sup>xliv</sup>

## Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

Des renseignements sur la raison d'être, le mandat et le rôle de Services publics et Approvisionnement Canada se trouvent sur le [site Web de SPAC](#)<sup>xlv</sup>.

Des renseignements sur les engagements de la lettre de mandat de Services publics et Approvisionnement Canada se trouvent dans la [lettre de mandat de la ministre](#)<sup>xlvi</sup>.

## Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel se trouvent dans le [site Web de SPAC](#)<sup>xlvii</sup>.

## Cadre de présentation de rapports

Le cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes approuvés de Services publics et Approvisionnement Canada pour 2023 à 2024 sont illustrés ci-dessous.

### Description

**1. Achat de biens et de services**

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

**2. Paiements et comptabilité**

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension pour le gouvernement du Canada.

**3. Biens et infrastructure**

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

**4. Soutien à l'échelle du gouvernement**

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

**5. Ombudsman de l'approvisionnement**

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

### Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels

**1. Achat de biens et de services**

**1.1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix**

**1.1.1** Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC

**1.1.2** Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits

**1.1.3** Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits

**1.1.4** Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrats

**1.1.5** Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique

**1.1.6** Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (Niveaux 3-5)

**1.2 Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs**

**1.2.1** Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible

**1.2.2** Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent

## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

- 1.3 Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada**
  - 1.3.1** Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises
  - 1.3.2** Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement qui visent des biens et des services « écologiques »
  - 1.3.3** Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement
  - 1.3.4** Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement
- 2. Paiements et comptabilité**
  - 2.1 Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace**
    - 2.1.1** Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits
    - 2.1.2** Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables
    - 2.1.3** Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits
  - 2.2 Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte**
    - 2.2.1** Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais
  - 2.3 En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux**
    - 2.3.1** Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paye potentielles au Centre des services de paye
    - 2.3.2** Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye
    - 2.3.3** Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps
  - 2.4 Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada**
    - 2.4.1** Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes
    - 2.4.2** Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts
- 3. Biens et infrastructure**
  - 3.1 Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix**
    - 3.1.1** Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur
    - 3.1.2** Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur



## Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

### 5.2 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

**5.2.1** Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties

### 5.3 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

**5.3.1** Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinés dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives

**5.3.2** Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures

## Répertoire des programmes

### 1. Achat de biens et de services

- Programme des approvisionnements

### 2. Paiements et comptabilité

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes
- Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH

### 3. Biens et infrastructure

- Locaux fédéraux et infrastructure
- Services immobiliers
- Colline du Parlement et ses environs
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion du portefeuille

### 4. Soutien à l'échelle du gouvernement

- Services linguistiques
- Services d'information
- Services organisationnels pangouvernementaux
- Services d'imagerie documentaire
- Aliénation des biens
- Gestion des services
- Office des normes générales du Canada
- Services de sécurité et de surveillance

### 5. Ombudsman de l'approvisionnement

- Ombudsman de l'approvisionnement

## **Changements apportés au cadre de présentation de rapports approuvé depuis 2022 à 2023**

SPAC n'a apporté que des modifications mineures à son Cadre ministériel des résultats pour 2023 à 2024. Ces modifications représentent des changements au niveau des résultats ministériels et des indicateurs. Les responsabilités fondamentales de SPAC demeurent inchangées. Parmi ces modifications, il convient de souligner les suivantes :

- Le résultat ministériel suivant, sous la responsabilité essentielle Biens et infrastructures, a été supprimé parce qu'un autre indicateur existant évalue de façon appropriée la conformité de l'accessibilité des bâtiments : « Pourcentage des immeubles appartenant à l'État et des immeubles bail-achat de SPAC évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de 2018 de l'Association canadienne de normalisation (CSA B651-2018) ».
- Le programme « Services de communication » sous la responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement a été renommé « Services d'information » afin de faire la distinction avec les services internes de SPAC qui fournissent des services de communication.
- Le programme « Stratégie des services », sous la responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement, a été renommé « Gestion des services », car il a été remanié pour s'harmoniser avec les pouvoirs et responsabilités actualisés conférés par la directive du Conseil du Trésor sur les services et le numérique.
- Le mot « fournisseurs » a été ajouté au résultat ministériel suivant sous la responsabilité essentielle Ombudsman de l'approvisionnement pour des raisons d'exactitude et de clarté : « Les questions liées à l'approvisionnement sont traitées par l'examen des plaintes des fournisseurs et l'examen des pratiques d'approvisionnement des organismes fédéraux ». 🍁

# Renseignements connexes sur le répertoire des programmes

Des renseignements sur les dépenses prévues, les ressources humaines et les résultats liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)<sup>xlvi</sup>. 



# Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de [Services publics et Approvisionnement Canada](#)<sup>xlix</sup>:

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars](#)<sup>i</sup>
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)<sup>ii</sup>
- [Programme à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies](#)<sup>iii</sup> 



# Dépenses fiscales fédérales

Le plan ministériel de Services publics et Approvisionnement Canada ne comprend pas de renseignements sur les dépenses fiscales.

Les mesures fiscales relèvent du ministre des Finances. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût des dépenses fiscales fédérales dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales<sup>liii</sup>. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes, ainsi que sur les évaluations fiscales, les rapports de recherche et les analyses comparatives entre les sexes plus. 🍁



# Coordonnées de l'organisation

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux<sup>liv</sup>](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur [Facebook<sup>lv</sup>](#), [LinkedIn<sup>lvi</sup>](#), [Twitter<sup>lvii</sup>](#) et [Instagram<sup>lviii</sup>](#). 🍁



# Annexe : définitions

## **analyse comparative entre les sexes plus**

**(ACS Plus)** (*gender-based analysis plus analysis plus [GBA Plus]*)

Outil analytique servant à faciliter l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs. L'ACS Plus est un processus qui consiste à déterminer qui est touché par la problématique ou par les possibilités envisagées dans le cadre de l'initiative, à déterminer comment l'initiative pourrait être adaptée pour répondre aux divers besoins des personnes les plus touchées, à prévoir les obstacles qui empêchent d'accéder à l'initiative ou d'en bénéficier et à les atténuer. L'ACS Plus est une analyse intersectionnelle qui va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie, la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

## **Cadre ministériel des résultats**

*(Departmental Results Framework)*

Cadre qui comprend les responsabilités essentielles du ministère, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel.

## **cible** (*target*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

## **crédit** (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

## **dépenses budgétaires** (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

## **dépenses législatives** (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

## **dépenses non budgétaires**

*(non budgetary expenditures)*

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

## **dépenses prévues** (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

**dépenses votées** (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

**équivalent temps plein** (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés par un rapport entre les heures de travail assignées et les heures normales de travail prévues. Les heures normales sont établies dans les conventions collectives.

**indicateur de résultat ministériel**

(*departmental result indicator*)

Facteur ou variable qui présente une façon valide et fiable de mesurer ou de décrire les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

**initiative horizontale** (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

**innovation à fort impact**

(*high impact innovation*)

L'innovation à fort impact varie selon le contexte organisationnel. Dans certains cas, il peut s'agir de tenter quelque chose de très nouveau ou sortant des sentiers battus. Dans d'autres cas, il peut s'agir d'apporter progressivement des améliorations dans un domaine où les coûts sont élevés ou de résoudre des problèmes auxquels un grand nombre de Canadiens ou de fonctionnaires doivent faire face.

**plan** (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

**Plan ministériel** (*Departmental Plan*)

Document énonçant les priorités, les programmes, les résultats attendus et les ressources connexes requises d'un ministère sur une période de trois ans qui commence à l'exercice indiqué dans le titre du document. Les plans ministériels sont présentés au Parlement chaque printemps.

**priorités pangouvernementales**

(*government-wide priorities*)

Aux fins du Plan ministériel 2023 à 2024, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux décrivant le programme du gouvernement dans le discours du Trône de 2021: bâtir un présent et un avenir plus sains; développer une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires, défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

**programme** (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

## **Rapport sur les résultats ministériels**

*(Departmental Results Report)*

Présentation d'information sur le rendement réel d'un ministère au cours d'un exercice par rapport à ses plans, priorités et résultats attendus énoncés dans son plan ministériel pour cet exercice. Les rapports sur les résultats ministériels sont présentés au Parlement chaque automne.

## **rendement** *(performance)*

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

## **répertoire des programmes**

*(program inventory)*

Compilation de l'ensemble des programmes d'un ministère qui décrit la manière dont les ressources sont organisées pour s'acquitter des responsabilités essentielles du ministère et atteindre ses résultats prévus.

## **responsabilité essentielle** *(core responsibility)*

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

## **résultat** *(result)*

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

## **résultat ministériel** *(departmental result)*

Changement qu'un ministère cherche à influencer. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats du niveau des programmes. 🍁



# Notes en fin d'ouvrage

- i Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- ii Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- iii Ambition numérique du Canada 2022, <https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/plans-strategiques-operations-numeriques-gouvernement-canada/ambition-numerique-canada.html>
- iv Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- v Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- vi Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- vii Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- viii Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- ix Initiative de soutien, <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifs-aux-politiques/AP-118>
- x InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>

- xvi Stratégie pour un gouvernement vert, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/innovation/ecologiser-gouvernement/strategie.html>
- xvii Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.undp.org/fr/sustainable-development-goals>
- xviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xx InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxi Office des normes générales du Canada, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc-cgsb/index-fra.html>
- xxii GCsurplus, <https://www.gcsurplus.ca/mn-fra.cfm>
- xxiii GCsurplus, <https://www.gcsurplus.ca/mn-fra.cfm>
- xxiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxvi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxx *Politique sur la sécurité du gouvernement*, <https://www.tbs-sct.canada.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578>
- xxxi Stratégie d’approvisionnement auprès des entreprises autochtones, <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1100100032802/1610723869356>
- xxxii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>

- xxxiv Plan de dépenses du gouvernement et budget principal des dépenses 2023 à 2024, <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/dépenses-prevues/plan-dépenses-budget-principal.html>
- xxxv État des résultats prospectif consolidé, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html#a5>
- xxxvi *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-38.2/>
- xxxvii *Loi sur Services partagés Canada*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.9/>
- xxxviii *Loi sur la capitale nationale*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-4/>
- xxxix *Loi sur la Société canadienne des postes*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-10/index.html>
- xl *Loi sur l'expropriation*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-21/>
- xli *Loi sur la production de défense*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/>
- xlii *Loi sur l'administration des biens saisis*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/s-8.3/>
- xliii *Loi sur les biens saisis de la Couronne*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-27/>
- xliv *Loi sur la gestion des finances publiques*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/>
- xlv Raison d'être, mandat et rôle, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/renseignements-information-fra.html#a2>
- xlvi Lettre de mandat de la ministre, <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-services-publics-et-de>
- xlvii Contexte opérationnel, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/renseignements-information-fra.html#a3>
- xlviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xlix Tableaux de renseignements supplémentaires, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/supplementaires-supplementary-fra.html>

- l Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de plus de 5 millions de dollars, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/ppt-tpp-fra.html>
- li Analyse comparative entre les sexes plus, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/acs-gba-fra.html>
- lii Programme à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2023-2024/unsdg-odnu-fra.html>
- liii Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>
- liv Demandes de renseignements généraux, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/cn-cu-fra.html>
- lv Facebook, <https://www.facebook.com/SPAC.PSPC>
- lvi LinkedIn, <https://www.linkedin.com/company/pspc-spac/>
- lvii Twitter, [https://twitter.com/SPAC\\_PSPC](https://twitter.com/SPAC_PSPC)
- lviii Instagram, [https://www.instagram.com/pspc\\_spac/?hl=fr](https://www.instagram.com/pspc_spac/?hl=fr)